

# Règlement intérieur 2023 - Appendice V

## Questionnaire sur l'application pour l'année 2024 (CdA22)

Date limite de soumission: **23/1/2025**

### NOTES DE LECTURE:

- Le questionnaire est composé de 5 sections rendant compte de la mise en œuvre des Résolutions de la CTOI.
- Les réponses fournies par les CPC sont présentées en **texte bleu**.
- Un tiret rouge ("–") indique qu'aucune réponse n'a été fournie.
- Certaines exigences ont des dates limites de soumission après la date de soumission du CQ. Au moment de la soumission du CQ, elles ne seront pas soumises en tant qu'exigence individuelle et elles apparaîtront vides dans le CQ. Cependant, l'évaluation sera disponible dans le rapport d'application CoC22.

**Toutes les sections/questions applicable du Questionnaire sur l'Application doivent être renseignées.**

Consultez les critères d'évaluation à la fin du Questionnaire sur l'Application (Pour C, P/C, NC1, NC2).

**CPC déclarante: Thaïlande**

**Date de soumission: 11 février 2025 - 12:57**

Vous pouvez consulter votre précédent questionnaire d'application pour le CdA21 dans la campagne e-MARIS Évaluation CdA21.

### Manuel de l'utilisateur

[Série de Démarrage rapide d'e-Marïs : Rapports e-MARIS: Questionnaire sur l'Application](#)

# Section 1 – Obligations de mise en œuvre

## 1.1 Comité Scientifique



### Rapport du comité scientifique CS04 - Rapport scientifique national

#### **Informations requises : Rapport scientifique national en 2023 - Date limite: 17/11/2024**

1. Avez-vous soumis les données/rapports/informations de cette obligation de déclaration ?

- OUI - Soumis

2. Le Rapport national scientifique 2024 pour la session annuelle du Comité Scientifique de 2024 soumis au Secretariat de la CTOI ?

- OUI - Rapport national scientifique est soumis

le 12 November 2024

3. Le Rapport national scientifique 2024 pour la session annuelle du Comité Scientifique de 2024 rempli en utilisant le dernier modèle de rapport comme demandé par la Circulaire ?

- OUI - Il est rempli en utilisant le dernier modèle de rapport

@req.data.templ

**Rapport scientifique national ?**

Oui 12 novembre 2024 - 06:54

Commentaire concernant la soumission et la mise en œuvre de cette exigence ?

-----  
**Des informations supplémentaires / remarques concernant la complétude de la Section 1 du Questionnaire d'Application ?**

Aucune

# Section 2 – Contrôles du ressort de l'État de pavillon

## 2.1 Navires autorisés

### Résolution 19/04 Concernant le registre CTOI des navires autorisés à opérer dans la zone de compétence de la CTOI



### Informations requises : Liste des navires autorisés d'une longueur hors tout de 24 mètres ou plus en 2024 - Date limite: 23/1/2025

1. Avez-vous soumis les données/rapports/informations de cette obligation de déclaration ?

OUI - Soumis

2. Il existe une liste des navires autorisés - navires de 24 mètres de longueur hors tout ou plus ?

- YES

3. Toutes les informations obligatoires ont été fournies dans l'application e-RAV pour tous les navires autorisés de 24 mètres de longueur hors tout ou plus ?

- OUI – Complètement

4. Informations obligatoires non entièrement renseignées ou manquantes:

### Informations requises : Modèle de l'autorisation officielle de pêche en dehors des juridictions nationales en 2024 - Date limite: 23/1/2025

1. Avez-vous soumis les données/rapports/informations de cette obligation de déclaration ?

- OUI - Soumis

2. Les navires battant pavillon national inscrits au Registre CTOI des navires autorisés se voient délivrer des autorisations de pêcher (ATF) en dehors de la juridiction nationale pour les espèces gérées par la CTOI :

- OUI - Les navires battant pavillon national inscrits au Registre CTOI des navires autorisés se voient délivrer des autorisations de pêcher (ATF) en dehors de la juridiction nationale - pour la haute mer seulement

3. Le modèle d'autorisation officielle de pêcher en dehors des juridictions nationales, avec les informations associées requises, a été communiqué au Secrétariat de la CTOI :

- Raisons: -
- Raisons: -

- OUI - En totalité

Dernière date déclaration: 10/09/2021

4. Les informations concernant l'autorisation officielle de pêcher en dehors des juridictions nationales ont été mise à jour / changée en 2024 et nous soumettons la mise à jour au Secrétariat de la CTOI :

- NON - Aucune mise à jour en 2024

5. Toutes les informations obligatoires sur l'autorisation officielle de pêcher en dehors des juridictions nationales ont été fournies au Secrétariat de la CTOI:

- OUI - Complètement`

Informations obligatoires ne sont pas entièrement renseignées ou manquent :

- Raisons : -

## 2.2 Accords d'affrètement



## **Résolution 19/07 Sur l'affrètement des navires dans la zone de compétence de la CTOI**

### **Informations requises : Début, suspension, reprise et fin des opérations de pêche dans le cadre de l'accord d'affrètement en 2024**

1. Avez-vous soumis les données/rapports/informations de cette obligation de déclaration ?

- Rapport NUL / Non Applicable - N'affrète pas de navire et aucun accord d'affrètement en 2024

2. Rapports sur le début, la suspension, la reprise et la résiliation des contrats d'affrètement signés en 2024 :

- Rapport NUL - N'affrète pas de navires et aucun accord d'affrètement en 2024

#### **Charter 1**

CPC impliqué: -

Date début: -

Suspension date DE: - - Suspension date A: -

Resumption: - - Date de fin: -

#### **Charter 2**

CPC impliqué: -

Date début: -

Suspension date DE: - - Suspension date A: -

Resumption: - - Date de fin: -

### **Information requise: Informations sur les caractéristiques des accords d'affrètement et détail des navires (PC affrétante) en 2024**

1. Avez-vous soumis les données/rapports/informations de cette obligation de déclaration ?

- Rapport NUL / Non Applicable - N'affrète pas de navire et aucun accord d'affrètement en 2024

2. Vous avez des accords d'affrètement signés en 2024 ?

- Rapport NUL - N'affrète pas de navires et aucun accord d'affrètement en 2024

3. Les informations des accords d'affrètement signés en 2024 (en tant que PC d'affrètement) communiquées au Secrétariat de la CTOI ? -

4. Les informations des accords d'affrètement signés en 2024 sont communiquées dans les 15 jours, ou, en tout cas, avant 72 heures avant le début des activités de pêche dans le cadre d'un accord d'affrètement ? -

Date de signature des accords: -

Date de début de pêche: -

Date de déclaration: -

5. Des accords d'affrètements ont été signés avec les pays suivants ?

-

6. Pour les navire(s) affrétés en 2024 dans le cadre des accords d'affrètement :

Nombre d'accords d'affrètement ? -

Nombre de navires affrétés ? -

### **Information requise: Informations requises : Consentement, mesures, accord de mise en œuvre des MCG de la CTOI (CPC du pavillon) en 2024**

1. Avez-vous soumis les données/rapports/informations de cette obligation de déclaration ?

- Rapport NUL / Non Applicable - N'affrète pas de navire et aucun accord d'affrètement en tant que CPC du pavillon en 2024

2. Les informations des accords d'affrètement signés (en tant que PC du pavillon) communiquées au Secrétariat de la CTOI ?

- Rapport NUL/Non applicable - N'affrète pas de navires et aucun accord d'affrètement en 2024

–  
**3. Les informations des accords d'affrètement signés sont communiquées dans les 15 jours, ou, en tout cas, avant 72 heures avant le début des activités de pêche dans le cadre d'un accord d'affrètement ? –**

Date de signature des accords ? –

Date de début de pêche ? –

Date de déclaration ? –

**4. Des accords d'affrètements signés avec les pays suivants ?**

–  
**5. Pour les navire(s) affrétés dans le cadre des accords d'affrètement :**

Nombre d'accords d'affrètement ? –

Nombre de navires affrétés ? –

## 2.3 Navires en activité

### Résolution 10/08 Sur un registre des navires en activité pêchant les thons et l'espadon dans la zone de compétence de la CTOI



#### **Informations requises: Liste des navires actifs en 2024 - Date limite: 15/2/2025**

**1. Avez-vous soumis les données/rapports/informations de cette obligation de déclaration ?**

- OUI - Soumis

**2. Liste des navires actifs fournie au Secrétariat de la CTOI ?**

- OUI - La liste des navires actifs est fournie et chargée ci-dessous

Quels critères/informations utilisez-vous pour établir la liste des navires actifs ?

- Information SSN
- Octroi de l'Autorisation de pêcher en haute mer (ATF)
- Rapport de débarquement/transbordement
- Retour du journal de pêche national papier
- Déclaration périodique des captures
- Rapport du journal de pêche national électronique
- Autre information

La liste des navires actifs comprend les catégories de navires suivantes ?

- Navires battant Pavillon enregistrés sur le registre des navires autorisés de la CTOI

**3. Pour les navires nationaux - nombre de navires actifs ?**

Nombre de navires actifs ≥ 24m: 1

Nombre de navires actifs < 24m: 0

Informations complémentaires sur la mise en œuvre de cette obligation:

The vessel MANEENGERN 5 was active in the IOTC area of competence from 21 March to 10 July 2024, and Thailand has now removed the vessel from the IOTC Record of Authorised Vessels List.

## 2.4 Liste des navires ayant pêché l'albacore

### Résolution 10/08 Sur un registre des navires en activité pêchant les thons et l'espadon dans la zone de compétence de la CTOI



#### **Informations requises: Liste des navires ayant pêché l'albacore durant l'année précédente en 2024 - Date limite: 15/2/2025**

**1. Avez-vous soumis les données/rapports/informations de cette obligation de déclaration ?**

- OUI - Soumis

## 2. La liste des navires ayant pêché l'albacore (YFT) fournie au Secrétariat de la CTOI et chargée ?

- OUI – SEULEMENT la liste des navires YFT avec des captures de YFT dans les pêcheries côtières en 2024, est fournie ci-dessous.

### Critères/informations utilisés pour établir la liste des navires pêchant YFT?

- Retour du journal de pêche national papier
- Rapport du journal de pêche national électronique
- Rapport de débarquement/transbordement

### 3. Pour les navires nationaux - nombre de navires ?

a. Pour les navires inscrits sur le registre des navires autorisés (RNA) de la CTOI:

Nombre de navires ≥ 24m sur le RNA ayant pêché l'albacore ?

0

Nombre de navires < 24m sur le RNA ayant pêché l'albacore ?

0

b. Pour les navires **NON** inscrits sur le registre des navires autorisés (RNA) de la CTOI:

Nombre de navires côtiers/artisanaux ayant pêché l'albacore ?

9

Informations complémentaires sur la mise en œuvre de cette obligation:

–

## 2.5 Contrôle des navires domestiques

### Résolution 19/04 Concernant le registre CTOI des navires autorisés à opérer dans la zone de compétence de la CTOI



**Informations requises: Les navires devront avoir à bord l'autorisation de pêche et / ou de transborder et le certificat d'enregistrement du navire en 2024 - Date limite: 23/1/2025**

#### 1. Avez-vous mis en œuvre l'obligation ?

- OUI - Implementée

**2. Il existe un système ou des procédures pour suivre et pour garantir l'application de l'obligation pour les certificats d'immatriculation du navire valides et autorisation valide de pêcher et/ou de transborder à bord des navires nationaux:**

- OUI - CPC a systèmes / procédures permettant de suivre l'application de cette mesure exécutoire, ET de prendre des mesures concernant des infractions potentielles

a. Système ou des procédures permettant de suivre l'application des mesures exécutoires CTOI sont :

- Mesures exécutoires CTOI, des navires/personnes, suivies et contrôlés par l'administration gouvernementale des pêches avec des procédures institutionnelles mises en œuvre
- Procédures définies dans le cadre du régime SCS des pêches mis en œuvre par des agences gouvernementales
- Inspections régulières de l'État du pavillon sont effectuées pour vérifier la conformité des navires avec les obligations CTOI
- Procédures (SOP) d'inspection au port mises en œuvre par les agences nationales de SCS inclues la vérification des obligations CTOI

Décrire : Thailand has regulations in place for vessels to report their port-in and port-out (PIPO) activities. This system is implemented to control fishing activities and ensure compliance with regulations related to fish vessels, labor, and fishing operations before vessels embark on fishing trips. Random inspections by government agencies, including the Department of Fisheries, Marine Department, Department of Labour Protection and Welfare, and Department of Employment, are conducted. Each agency is responsible for specific duties. The Department of Fisheries oversees fishing licenses, while the Marine Department is tasked with inspecting vessel registration certificates and ship licenses

b. Système ou des procédures permettant de répondre à des cas de non-application sont

- Institués par le droit national & mis en oeuvre par le Gouvernement
- Institués par la réglementation nationale mis en oeuvre par le Gouvernement

Décrire :

The vessels that are not compliant with this matter are considered illegal in Thailand both of Marine Department and Department of Fisheries, as follows;

Thai Vessel Act B.E. 2481 (1938) Section 17. During the time of using the vessel, the certificate of registration shall be vessel identity document to be kept by the vessel controller in the vessel all the time. No one shall remove it from the vessel, except for compliance with this Act or other law. And upon request by the competent official, the vessel controller must immediately produce it to him or her.

The Royal Ordinance on Fisheries B.E. 2558 (2015)

Section 41. A licensee pursuant to section 31, section 32, section 35 and section 36 shall affix and display the license on the fishing vessel or carry a substitute card to be used in lieu of the license issued by the Department of Fisheries for inspection. It shall be the duty of the Department of Fisheries to issue a substitute card to be used in lieu of a license to a licensee. Any such substitute card shall be made of a water-proof material with particular details of the license as appropriate.

c. Mesures en ce qui concerne des infractions potentielles

- Amende

Décrire :

Section 63 of the Thai Vessel Act B.E. 2481 (1938), any person who violates the provisions of section 11, section 17, section 18 paragraph one, paragraph two, paragraph three, section 19, section 20 paragraph one, section 22, section 25 paragraph two, section 26 paragraph one, section 29 paragraph one, section 30 paragraph one, section 32 paragraph one, section 35 paragraph one, section 38 paragraph one, section 40, or section 52 shall be liable to a fine not exceeding two hundred Baht.

Section 131 of the Royal Ordinance on Fisheries B.E. 2558 (2015), any person violating section 41 paragraph one shall be subject to a fine not exceeding one hundred thousand baht.

**3. Tous les documents, certificats d'immatriculation du navire valides et autorisation valide de pêcher et/ou de transborder, se trouvaient à bord des navires nationaux inspectés en 2024 ?**

- Raisons -
- Raisons -

- OUI - En totalité - Implementé par :

Pour

- Législation nationale, oblige les navires nationaux de conserver à bord l'autorisation de pêcher et/ou de transborder et le certificat d'immatriculation du navire

**Législation nationale prévoyant les documents a bord ?**

Oui le 20 janvier 2025 - 11:29

**Référence juridique des lois, règlements et instructions administratives en vigueur relative à cette exigence:**

1. Thai Vessel Act B.E. 2481 (1938)
2. The Royal Ordinance on Fisheries B.E. 2558 (2015)

**Commentaire concernant votre soumission et la mise en œuvre de cette exigence:**

NONE

**Informations requises : Marquage des navires de pêche en 2024 - Date limite: 23/1/2025**

**1. Avez-vous mis en œuvre l'obligation ?**

- OUI - Implementée

**2. Il existe un système ou des procédures pour suivre et pour garantir l'application, par les personnes/navires de l'obligation de marquer les navires nationaux ?**

- OUI - CPC a système / procédures permettant de suivre l'application de cette mesure exécutoire, ET de prendre des mesures concernant des infractions potentielles

a. Système ou des procédures permettant de suivre l'application des mesures exécutoires CTOI sont :

- Mesures exécutoires CTOI, des navires/personnes, suivies et contrôlés par l'administration gouvernementale des pêches avec des procédures institutionnelles mises en œuvre
- Mesures exécutoires CTOI, des navires/personnes, suivies et contrôlés par une autre administration gouvernementale (ex. Douanes, Autorité maritime, Police) avec des procédures institutionnelles mises en œuvre
- Procédures (SOP) d'inspection au port mises en œuvre par les agences nationales de SCS inclues la vérification des obligations CTOI

Décrire :

The vessel shall comply with the Notification of Department of Fisheries as follows;

1. Notification of the Department of Fisheries On Determining Criteria and Method of Identification Marking on Thai Overseas Fishing Vessel B.E. 2564 (2021)
2. Notification of the Department of Fisheries On Determining Criteria and Method of Identification Marking on Fishery Transshipment Vessel for Transshipment Vessel Outside Thai Waters B.E 2562 (2019)

See the all detail in Section 4 Legal Obligation.

b. Système ou des procédures permettant de répondre à des cas de non-application sont

- Institués par le droit national & mis en œuvre par le Gouvernement
- Institués par la réglementation nationale mis en œuvre par le Gouvernement
- Promouvoir la connaissance/compréhension de l'industrie de la nécessité de participation coopérative aux activités de SCS pour garantir la conformité & pour prévenir/dissuader/éliminer la pêche INN

Décrire :

The vessels that are not compliant with this matter are considered illegal in the Royal Ordinance on Fisheries B.E. 2558 (2015), as follows;

**Section 81.** Any person wishing to use a commercial fishing vessel of a size prescribed by the Minister to engage in a fishing operation must undertake the following actions:

- (1) having installed a fishing vessel monitoring system and maintained the functionality thereof at all times in accordance with the rules and procedures prescribed by the Director-General;
- (2) prepare a fishing logbook, which shall at least comprise data on the types and quantities of aquatic animals caught, points at which the vessels have been anchored, aquatic animal transshipment, sale or discard of the aquatic animals, all of which shall have to be certified as true and accurate by the master of the vessel; the data contained therein shall be reported to the Department of Fisheries at the time intervals and in accordance with the procedures prescribed by the Director-General;
- (3) report every port-in and port-out operation to the Port In-Port Out Control Centre in accordance with the rules and procedures prescribed by the Director-General; upon entry into a port for the purpose of transshipping or landing aquatic animals or aquatic animal products at a fishing port, a copy of the fishing logbook and other documents as prescribed by the Director-General shall be submitted;
- (4) affix a marking on the fishing vessel in accordance with the rules and procedures prescribed by the Director-General;
- (5) return to the applicable designated port on a regular basis within the time period prescribed by the Director-General.

**Section 88.** Any person wishing to use a fishing vessel registered as a carrier for the transshipment of aquatic animals or as a vessel for the storage of aquatic animals to transship aquatic animals must take the following actions:

- (1) having installed a fishing vessel monitoring system and maintained the functionality thereof at all times in accordance with the rules and procedures prescribed by the Director-General;
- (2) prepare a marine catch transshipment document; the data contained therein shall be certified as true and accurate by the master of the carrier vessel and reported to the Department of Fisheries at the time and in accordance with procedures prescribed by the Director-General;
- (3) report every port-in and port-out operation to the Port In-Port Out Control Centre in accordance with the rules and procedures prescribed by the Director-General.

c. Mesures en ce qui concerne des infractions potentielles

- Suspend/cancel/revoke a licence/ATF
- Forfeiture of property such as vessel, gear, and fish
- Fine

Décrire :

**Royal Ordinance on Fisheries B.E. 2558 (2015)**

**Section 114.** The following acts shall be regarded as fishing operations constituting severe infringements pursuant to section 113:

- (1) use of a stateless vessel to engage in a fishing operation pursuant to section 10;
- (2) fishing without a fishing license or a license for the use of a fishing gear pursuant to section 31, section 32, section 35, section 36 or section 48;
- (3) failure to comply with section 81;



- (4) preparing a fishing logbook or reporting a fishing operation based on a false document or destroying a document or evidence related to the commission of an offence;
- (5) fishing in excess of the quantities or the condition prescribed in section 36, fishing in a prohibited area pursuant to section 56, or fishing during a prohibited period pursuant to section 70;
- (6) modification of a fishing gear under section 42, or use of a prohibited fishing gear pursuant to section 67, section 68, section 69 or section 71(1);
- (7) fishing in violation of rules prescribed by a coastal state or an international organisation pursuant to section 49;
- (8) catching aquatic animals or taking aquatic animals of a smaller size than that prescribed onto a fishing vessel pursuant to section 57;
- (9) catching aquatic animals or taking aquatic animals prescribed onto a fishing vessel pursuant to section 66;
- (10) transshipping aquatic animals and aquatic animal products in violation of the rules under section 87, section 88 or section 89;
- (11) falsifying, concealing or changing a vessel's mark or registration;
- (12) obstructing the performance of duties by a competent official or observer, or concealing, tempering with or disposing of evidence relating to an investigation conducted by a competent official;
- (13) participating in, providing support to or securing essential basics to a fishing vessel undertaking IUU fishing;
- (14) committing more than three offences other than those stated under (1) to (13) above within any one-year period, regardless of whether or not the offences are identical.

**Section 151.** Any person violating section 81(1) or (4) and section 88(1) shall be subject to a fine of twenty thousand baht. Any offender pursuant to paragraph one using a vessel of a size from twenty gross tonnage up to less than sixty gross tonnage shall be subject to a fine of two hundred thousand baht. Any offender pursuant to paragraph one using a vessel of a size from sixty gross tonnage up to less than one hundred and fifty gross tonnage shall be subject to a fine of one million baht. Any offender pursuant to paragraph one using a vessel of a size from one hundred and fifty gross tonnage onwards shall be subject to a fine of four million baht.

### 3. Tous les navires de pêche nationaux sont marqués (e.g. Spécification standard FAO pour le marquage et l'identification des navires de pêche) ?

- Raisons -
- Raisons -
- 

- OUI - En totalité - Implementé par :

### 4. La législation nationale oblige le marquage des navires avec ?

-

#### Législation nationale prévoyant les documents a bord ?

Oui le 20 janvier 2025 - 11:34

#### Référence juridique des lois, règlements et instructions administratives en vigueur relative à cette exigence ?

1. Royal Ordinance on Fisheries B.E. 2558 (2015)
2. Notification of the Department of Fisheries On Determining Criteria and Method of Identification Marking on Thai Overseas Fishing Vessel B.E. 2564 (2021)
3. Notification of the Department of Fisheries On Determining Criteria and Method of Identification Marking on Fishery Transshipment Vessel for Transshipment Vessel Outside Thai Waters B.E 2562 (2019)

#### Commentaire concernant votre soumission et la mise en œuvre de cette exigence ?

NONE

## **Information requise : Les engins de pêche passifs doivent être marqués en 2024 - Date limite: 23/1/2025**

### 1. Avez-vous mis en œuvre l'obligation ?

- OUI - Implementée

### 2. Il existe un système ou des procédures pour suivre et pour garantir l'application, par les personnes/navires, de l'obligation de marquer les engins de pêche passifs ?

- OUI - CPC a des systèmes / procédures permettant de suivre l'application de cette mesure exécutoire, ET de prendre des mesures concernant des infractions potentielles

a. System or procedures to monitor compliance with IOTC binding measure

- Mesures exécutoires CTOI, des navires/personnes, suivies et contrôlés par l'administration gouvernementale des pêches avec des procédures institutionnelles mises en œuvre
- Procédures définies dans le cadre du régime SCS des pêches mis en œuvre par des agences gouvernementales
- Inspections régulières de l'État du pavillon sont effectuées pour vérifier la conformité des navires avec les obligations CTOI
- Procédures (SOP) d'inspection au port mises en œuvre par les agences nationales de SCS inclues la vérification des obligations CTOI

**Décrire :** Thailand has regulations in place for vessels to report their port-in and port-out (PIPO) activities. This system is implemented to control fishing activities and ensure compliance with regulations related to fishing vessels, fishing gear, labor, and fishing operations before vessels embark on fishing trips. Random inspections by government agencies, including the Department of Fisheries, Marine Department, Department of Labour Protection and Welfare, and Department of Employment, are conducted. Each agency is responsible for specific duties. The Department of Fisheries oversees fishing licenses, while the Marine Department is tasked with inspecting vessel registration certificates and ship licenses. Moreover, the vessels must install the electronic system such as VMS, EM and observer onboard as well as the ability to comply with IOTC Conservation and Management Measures for monitoring by DoF officers.

b. Système ou des procédures permettant de répondre à des cas de non-application sont

- Institués par le droit national & mis en œuvre par le Gouvernement
- Institués par la réglementation nationale mis en œuvre par le Gouvernement
- Promouvoir la connaissance/compréhension de l'industrie de la nécessité de participation coopérative aux activités de SCS pour garantir la conformité & pour prévenir/dissuader/éliminer la pêche INN
- Régime de sanctions empêche les navires d'avoir un comportement non conforme et de se livrer à la pêche INN ou à des activités liées à la pêche à l'appui de cette pêche

**Décrire :**

Thailand has the national legislation on this matter as follows;

**1.the Royal Ordinance on Fisheries B.E. 2558 (2015) and its amendment**

Section 49. In the case where the holder of a license for fishing outside Thai waters engages in a fishing operation in an area under the jurisdiction of a coastal state or in an area under the control and responsibility of an international organisation, apart from having to comply with this Royal Ordinance, the licensee shall have to comply with the laws, rules and standards of conservation and fisheries management of any such coastal state or international organisation.

**2. the Notification of the Department of Fisheries on Criteria for Marking Fishing Gear and Auxiliary Fishing Gear B.E. 2562 (2019) (All information)**

**3.Notification of the Department of Fisheries On Requirement and Regulations of Fishing Vessels Operating Outside Thai Water in IOTC Area of Competence (IOTC) B.E. 2566 (2023)**

Clause 6 The fishing vessels shall arrange fishing gear marking and supporting device, the marking shall perform as follow:

- a) In case of using fishing gear equipped with mainline, attach the marker at the end of the net or mainline of that fishing gear. And shall be fitted with flag or radar reflector buoys by day and light buoys by night sufficient to indicate their position and extent
- b) In case of fit gear, the ends of nets, lines and gear anchored to the seabed shall be fitted with buoys and similar objects floating on the surface and intended to indicate the location and/or origin of fixed fishing gear. And attach the mark in appropriate area where it can be seen clearly.
- c) In case of Anchored Fish Aggregating Devices (AFADs), attach the mark in appropriate area where it can be seen clearly. For Drifting Fish Aggregating Devices (DFADs), attach satellite position identifying device. Accordingly, both AFADs and DFADs shall have an identification number which is not duplicated to each other by ordering manner for each type.

Clause 33 The fishing vessel that not comply following to the rule and regulation of Conservation and Management Measures of IOTC will be guilty under section 49 of the Royal Ordinance on Fisheries B.E. 2558 (2015) and Amendment.

c. Mesures en ce qui concerne des infractions potentielles

- Suspend/annule/révoque licence/ATF
- Confiscation des biens tels que le bateau, le matériel et le poisson
- Amende

**Décrire :**

**the Royal Ordinance on Fisheries B.E. 2558 (2015) and its amendment,**

**Section 113.** The Director-General shall have the power to issue the following orders against any person engaging in a fishing operation which constitutes a serious infringement:

- (1) seizure of the aquatic animals and aquatic animal products obtained from any such fishing operation or seizure of fishing gear;
- (2) prohibition of any fishing activity until full compliance is achieved;
- (3) suspension of license for a period not exceeding ninety days each time; in this regard, an order may also be issued to prohibit the use of any such fishing vessel until the license suspension period expires;
- (4) revocation of license and publicly listing the fishing vessel as a vessel used in IUU fishing;

(5) detention of any such fishing vessel or demanding that a security be deposited where such infringing fishing vessel is a non-Thai fishing vessel. When seizing aquatic animals or aquatic animal products pursuant to (1), the Director-General may order the owner or master of the vessel to take care of and store the aquatic animals and aquatic animal products on board the vessel in the same conditions. When issuing an order pursuant to paragraph one, the Director-General shall take into account the severity of the infringement, recidivism and the prevention of recidivism.

**Section 114.** The following acts shall be regarded as fishing operations constituting severe infringements pursuant to section 113: (7) fishing in violation of rules prescribed by a coastal state or an international organisation pursuant to section 49;

**Section 134.** Any person violating section 49 shall be subject to a fine of between two million baht and ten million baht, or to a fine of five times the value of the aquatic animals obtained from the fishing operation. In whichever case, the higher fine shall apply.

Any offender pursuant to paragraph one using a vessel of a size from sixty gross tonnage up to less than one hundred and fifty gross tonnage shall be subject to a fine of between ten million baht and twenty million baht, or to a fine of five times the value of the aquatic animals obtained from the fishing operation. In whichever case, the higher fine shall apply. Any offender pursuant to paragraph one using a vessel of a size from one hundred and fifty gross tonnage onwards shall be subject to a fine of between twenty million baht and thirty million baht, or to a fine of five times the value of the aquatic animals obtained from the fishing operation. In whichever case, the higher fine shall apply.

### 3. Tous les engins de pêche passifs utilisés par les navires de pêche nationaux sont marqués ?

- Raisons -
- Raisons -
- 

- OUI - En totalité - Implementé par :

### 4. La législation nationale oblige le marquage des navires avec ?

- Indicatif d'appel radio du navire (IRCS)
- Nom du navire

Autre : -

### Législation nationale prévoyant les documents a bord ?

Oui le 20 janvier 2025 - 08:11

### Référence juridique des lois, règlements et instructions administratives en vigueur relative à cette exigence ?

Notification of the Department of Fisheries On Requirement and Regulations of Fishing Vessels Operating Outside Thai Water in IOTC Area of Competence (IOTC) B.E. 2567 (2024)

Notification of the Department of Fisheries on Criteria for Marking Fishing Gear and Auxiliary Fishing Gear B.E.2562 (2019)

### Commentaire concernant votre soumission et la mise en œuvre de cette exigence ?

We have two longline vessels on the IOTC Authorised Vessels List however, they were not active in 2023.

## **Informations requises: Les navires devront avoir à bord un livre de pêche national relié et avec des pages numérotées consécutivement en 2024 - Date limite: 23/1/2025**

### 1. Avez-vous mis en œuvre l'obligation ?

- OUI - Implementée

### 2. Il existe un système ou des procédures pour suivre et pour garantir l'application, des personnes/navires, de l'obligation pour les navires de pêche/personnes d'avoir le livre de pêche national à bord, relié, avec des pages numérotées consécutivement et conservés à bord au moins 12 mois ?

- OUI - CPC a système / procédures permettant de suivre l'application de cette mesure exécutoire, ET de prendre des mesures concernant des infractions potentielles

#### a. Système ou des procédures permettant de suivre l'application des mesures exécutoires CTOI sont

- Mesures exécutoires CTOI, des navires/personnes, suivies et contrôlés par l'administration gouvernementale des pêches avec des procédures institutionnelles mises en œuvre
- Inspections régulières de l'État du pavillon sont effectuées pour vérifier la conformité des navires avec les obligations CTOI
- Procédures (SOP) d'inspection au port mises en œuvre par les agences nationales de SCS inclues la vérification des obligations CTOI

Décrire : Thailand has regulations in place for vessels to report their port-in and port-out (PIPO) activities. This system is implemented to control fishing activities and ensure compliance with regulations related to fishing vessels, fishing gear, labor,

and fishing operations before vessels embark on fishing trips. Random inspections by government agencies, including the Department of Fisheries, Marine Department, Department of Labour Protection and Welfare, and Department of Employment, are conducted. Each agency is responsible for specific duties. The Department of Fisheries oversees fishing licenses, while the Marine Department is tasked with inspecting vessel registration certificates and ship licenses. Moreover, the vessels must install the electronic system such as VMS, EM and observer onboard as well as the ability to comply with IOTC Conservation and Management Measures for monitoring by DoF officers. And then the fishing vessel is required to complete a fishing logbook every fishing trip. This logbook must be ready for delivery to port officials when fishing boats enter the port to unload aquatic animals. Subsequently, port staff will record the catch data and other information, e.g. fishing ground and number of fishing days, from the fishing logbook into the Thai Flagged Catch Certification System (TFCC System). Catch data from Landing Declaration completed by fishing port staff is also recorded in TFCC System to verify if the catch data in the fishing logbook is in line with the actual weight. Then, the catch and effort information are downloaded from TFCC System and formatted to meet the IOTC requirement by DOF statisticians.

b. Système ou des procédures permettant de répondre à des cas de non-application sont

- Institués par le droit national & mis en oeuvre par le Gouvernement
- Promouvoir la connaissance/compréhension de l'industrie de la nécessité de participation coopérative aux activités de SCS pour garantir la conformité & pour prévenir/dissuader/éliminer la pêche INN
- Régime de sanctions empêche les navires d'avoir un comportement non conforme et de se livrer à la pêche INN ou à des activités liées à la pêche à l'appui de cette pêche

Décrire :

Thailand has the national law to specify that the fishing owner shall prepare a fishing logbook and readily present it to the competent official upon the return of their fishing vessel to a port of entry as follows;

**Royal Ordinance on Fisheries B.E. 2558 (2015)**

**Section 33.** A person engaging in artisanal fishing shall comply with the rules and procedures for fishing prescribed by the Director-General.

For the purposes of monitoring, the Director-General may determine that a person engaging in artisanal fishing prepare a fishing logbook, which shall at least comprise information on the types and quantities of aquatic animals caught and the area(s) in which fishing grounds are located.

Any person engaging in artisanal fishing shall keep a fishing logbook under paragraph two and readily present it to the competent official upon the return of their fishing vessel to a port of entry.

**Section 81.** Any person wishing to use a commercial fishing vessel of a size prescribed by the Minister to engage in a fishing operation must undertake the following actions:

(2) prepare a fishing logbook, which shall at least comprise data on the types and quantities of aquatic animals caught, points at which the vessels have been anchored, aquatic animal transshipment, sale or discard of the aquatic animals, all of which shall have to be certified as true and accurate by the master of the vessel; the data contained therein shall be reported to the Department of Fisheries at the time intervals and in accordance with the procedures prescribed by the Director-General;

(3) report every port-in and port-out operation to the Port In-Port Out Control Centre in accordance with the rules and procedures prescribed by the Director-General; upon entry into a port for the purpose of transshipping or landing aquatic animals or aquatic animal products at a fishing port, a copy of the fishing logbook and other documents as prescribed by the Director-General shall be submitted;

c. Mesures en ce qui concerne des infractions potentielles

- Suspend/annule/révoque licence/ATF
- Confiscation des biens tels que le bateau, le matériel et le poisson
- Amende

Décrire :

Thailand has the national law to specify that the fishing owner who are in violation of section 33 and 81 has the Administrative Measures and sanction as follow;

**Royal Ordinance on Fisheries B.E. 2558 (2015)**

**Section 113.** The Director-General shall have the power to issue the following orders against any person engaging in a fishing operation which constitutes a serious infringement:

(1) seizure of the aquatic animals and aquatic animal products obtained from any such fishing operation or seizure of fishing gear;

(2) prohibition of any fishing activity until full compliance is achieved;

(3) suspension of license for a period not exceeding ninety days each time; in this regard, an order may also be issued to prohibit the use of any such fishing vessel until the license suspension period expires;

(4) revocation of license and publicly listing the fishing vessel as a vessel used in IUU fishing;

(5) detention of any such fishing vessel or demanding that a security be deposited where such infringing fishing vessel is a non-Thai fishing vessel.

When seizing aquatic animals or aquatic animal products pursuant to (1), the Director-General may order the owner or master of the vessel to take care of and store the aquatic animals and aquatic animal products on board the vessel in the same conditions.

When issuing an order pursuant to paragraph one, the Director-General shall take into account the severity of the infringement, recidivism and the prevention of recidivism.

**Section 114.** The following acts shall be regarded as fishing operations constituting severe infringements pursuant to section 113:

(3) failure to comply with section 81;

**Section 126.** Any person undertaking artisanal fishing in violation of section 33 shall be subject to a fine not exceeding five thousand baht.

### 3. Tous les journaux de pêche nationaux à bord des navires de pêche nationaux étaient reliés ?

- Raisons: -
- Raisons: -
- 
- 

- OUI - Complet - La législation nationale oblige les navires de pêche nationaux de conserver à bord les livres de pêche nationaux

### 4. Tous les journaux de pêche nationaux se sont retrouvés à bord avec des pages numérotées consécutivement ?

- Raisons: -
- Raisons: -
- 
- 

- OUI - Complet - La législation nationale oblige les navires de pêche nationaux de conserver à bord les journaux de pêche nationaux, avec des pages numérotées consécutivement

### 5. Tous les journaux de pêche nationaux se sont trouvés à bord avec les enregistrements originaux contenus dans les journaux de pêche pendant une période d'au moins 12 mois ?

- Raisons :
- 
- Raisons : -
- 
- 

- OUI - Complet - La législation nationale oblige les navires de pêche nationaux de conserver à bord les livres de pêche nationaux avec les enregistrements originaux contenus dans les livre de pêche pendant une période d'au moins 12 mois

**Législation nationale prévoyant : i) Livre de pêche conservé à bord et relié? ii) Livre de pêche avec pages numérotées consécutivement ? iii) Livre de pêche avec enregistrements originaux d'au moins 12 mois ?**

Oui le 20 janvier 2025 - 07:39

**Référence juridique des lois, règlements et instructions administratives en vigueur relative à cette exigence ?**

Notification of the Department of Fisheries On Defining Requirement and Procedures for Fishing Vessels Operating Outside Thai Waters B.E. 2563 (2021)

## **Résolution 15/01 Sur l'enregistrement des données de prises et d'effort par les navires de pêche dans la zone de compétence de la CTOI**



## **Informations requises: Modèle des journaux de pêche officiels en 2024 - Date limite: 23/1/2025**

### 1 . Avez-vous soumis les données/rapports/informations de cette obligation de déclaration ?

- OUI - Soumis

### 2. Les informations concernant le journal de pêche officielle ont été mise à jour / changée et soumettons:

- NON - Le journal de pêche officielle a PAS été mis à jour en 2024

### 4. CPC avec journal de pêche papier officiel:

a. Si le journal de pêche papier n'est pas dans l'une des deux langues de la CTOI, la description complète du champ du journal de bord dans l'une des deux langues de la CTOI est déclarée au Secrétariat de la CTOI:

- NON

Informations complémentaires:

All paper fishing logbooks are in English.

**5. CPC disposant d'un système de journal de pêche électronique:**

a. La copie de la réglementation applicable mettant en œuvre le système de journal de bord électronique est communiquée au Secrétariat de la CTOI:

- Non

Informations complémentaires:

—

b. L'ensemble des captures d'écran du système de journal de bord électronique est communiqué au Secrétariat de la CTOI:

- Non

Informations complémentaires:

—

c. Le nom du logiciel certifié du système de journal de bord électronique a été communiqué au Secrétariat de la CTOI:

- Non

Informations complémentaires:

—

d. Si le journal de pêche électronique n'est pas dans l'une des deux langues de la CTOI, la description complète du champ du journal de bord dans l'une des deux langues de la CTOI est déclarée au Secrétariat de la CTOI:

- Non

Informations complémentaires:

—

**Information requise : Système d'enregistrement des données pour les navires de moins de 24 m opérant à l'intérieur de la ZEE en 2024 - Date limite: 23/1/2025**

**1 . Avez-vous soumis les données/rapports/informations de cette obligation de déclaration ?**

- OUI - Soumis

**2. Les systèmes d'enregistrement des données/captures pour les navires de moins de 24 mètres opérant dans la ZEE est mis en oeuvre aux normes de la Résolution 15/01:**

— Raisons: —

— Raisons : —

- OUI - En totalité pour toutes les pêcheries côtières

le The catch by species/group of species is recorded in the TFCC since 2015.

— Information: —

— Remarque: —

— Remarque: —

— Remarque: —

**3. Mise en oeuvre d'un système d'enregistrement des données pour les pêcheries côtières (ZEE), pour quelles pêcheries côtières/engins de pêche, le système est mis en oeuvre (depuis 2016):**

- Pêche côtière à la senne coulissante

Autres types de pêcheries côtières/engins de pêche:

—

**4. Décrivez votre système d'enregistrement des données/captures côtières pour les pêcheries/engins de pêche cochés ci-dessus:**

- Le système d'enregistrement des données/captures côtières est basé sur le livre de pêche, identique au système pour les navires de plus de 24 mètres de longueur hors tout et ceux de moins de 24 mètres s'ils pêchent en dehors des ZEE.

Autre: -

## **Résolutions 23/01 - Sur la gestion des dispositifs de concentration de poissons ancrés (DCPA) – Marquage des dispositifs de concentration de poissons ancrés**



### **Obligation : Les DCPA doivent être marqués en 2024 - Date limite: 23/1/2025**

#### **1. Avez-vous mis en œuvre l'obligation ?**

- Rapport NUL / Non Applicable - CPC a AUCUNE pêche DCPA pêchant le thon et les espèces apparentées sous le mandat de la CTOI en 2024 .

#### **2. Il existe un système ou des procédures pour suivre et pour garantir l'application de l'obligation pour les navires n'utilisent que des DCPA qui sont marqués de façon permanente avec un numéro d'Identifiant National Unique (INU) : ?**

a. Système ou des procédures permettant de suivre l'application des mesures exécutoires CTOI sont

Décrire : -

b. Système ou des procédures permettant de répondre à des cas de non-application sont

Décrire : -

c. Mesures en ce qui concerne des infractions potentielles

Décrire : -

#### **2. Tous les dispositifs de concentration de poissons ancrés sont marqués ?**

- Raisons : -

- Nombre de DCPA marqués :

- Nombre de DCPA marqués :

#### **3. Les dispositifs de concentration de poissons ancrés sont marqués, la législation nationale oblige les DCPA à être marqués de façon claire et permanente avec un numéro d'Identifiant National Unique (INU) qui identifie soit la CPC soit le(s) navire(s) auquel/auxquels le DCPA appartient ?**

- Format de l'Identifiant National Unique (INU): -

Provision DCPA marqué dans législation nationale / T&C ATF ?

Non the -

Référence juridique des lois, règlements et instructions administratives en vigueur relative à cette exigence ?

Commentaire concernant votre soumission et la mise en œuvre de cette exigence ?

## **2.6 Système de surveillance des navires**

### **Résolution 15/03 Sur le programme de système de surveillance des navires (SSN)**



### **Information requise : Adoption d'un système de surveillance pour tous les navires ≥ 24 m et < 24 m pêchant en haute mer / Rapport sur la mise en place et défaillances techniques des SSN en 2023 - Date limite: 30/6/2024**

#### **1. Il existe un système ou des procédures pour suivre et pour garantir l'application de l'obligation pour les personnes/navires d'installer et d'exploiter un système de surveillance des navires (SSN) par satellite:**

- OUI - CPC a systèmes ET procédures permettant de suivre l'application de cette mesure exécutoire, ET de prendre des mesures concernant des infractions potentielles

a. Système ou des procédures permettant de suivre l'application des mesures exécutoires CTOI sont

- Mesures exécutoires CTOI, des navires/personnes, suivies et contrôlés par l'administration gouvernementale des pêches avec des procédures institutionnelles mises en œuvre
- Régime de contrôle & d'application par les navires avec outils de suivi, SSN, journaux de bord/documentation & observateurs des pêches
- Procédures (SOP) d'inspection au port mises en œuvre par les agences nationales de SCS inclues la vérification des obligations CTOI

**Décrire :** Thailand has regulations in place for vessels to report their port-in and port-out (PIPO) activities. This system is implemented to control fishing activities and ensure compliance with regulations related to fishing vessels, fishing gear, labor, and fishing operations before vessels embark on fishing trips. Random inspections by government agencies, including the Department of Fisheries, Marine Department, Department of Labour Protection and Welfare, and Department of Employment, are conducted. Each agency is responsible for specific duties. The Department of Fisheries oversees fishing licenses and fishing logbook, while the Marine Department is tasked with inspecting vessel registration certificates and ship licenses. Moreover, the vessels must install the electronic system such as VMS, EM and observer onboard as well as the ability to comply with IOTC Conservation and Management Measures for monitoring by DoF officers.

b. Système ou des procédures permettant de répondre à des cas de non-application sont

- Institués par le droit national & mis en œuvre par le Gouvernement
- Institués par la réglementation nationale mis en œuvre par le Gouvernement
- Promouvoir la connaissance/compréhension de l'industrie de la nécessité de participation coopérative aux activités de SCS pour garantir la conformité & pour prévenir/dissuader/éliminer la pêche INN
- Régime de sanctions empêche les navires d'avoir un comportement non conforme et de se livrer à la pêche INN ou à des activités liées à la pêche à l'appui de cette pêche

**Décrire :**

Thailand has the national legislation on this matter as follows: **the Royal Ordinance on Fisheries B.E. 2558 (2015) and its amendment**

**Section 49.** In the case where the holder of a license for fishing outside Thai waters engages in a fishing operation in an area under the jurisdiction of a coastal state or in an area under the control and responsibility of an international organisation, apart from having to comply with this Royal Ordinance, the licensee shall have to comply with the laws, rules and standards of conservation and fisheries management of any such coastal state or international organisation.

c. Mesures en ce qui concerne des infractions potentielles

- Suspend/annule/révoque licence/ATF
- Confiscation des biens tels que le bateau, le matériel et le poisson
- Amende
- Autres sanctions (précisez ci-dessous)

**Décrire :**

**the Royal Ordinance on Fisheries B.E. 2558 (2015) and its amendment,**

**Section 113.** The Director-General shall have the power to issue the following orders against any person engaging in a fishing operation which constitutes a serious infringement:

- (1) seizure of the aquatic animals and aquatic animal products obtained from any such fishing operation or seizure of fishing gear;
- (2) prohibition of any fishing activity until full compliance is achieved;
- (3) suspension of license for a period not exceeding ninety days each time; in this regard, an order may also be issued to prohibit the use of any such fishing vessel until the license suspension period expires;
- (4) revocation of license and publicly listing the fishing vessel as a vessel used in IUU fishing;
- (5) detention of any such fishing vessel or demanding that a security be deposited where such infringing fishing vessel is a non-Thai fishing vessel.

When seizing aquatic animals or aquatic animal products pursuant to (1), the Director-General may order the owner or master of the vessel to take care of and store the aquatic animals and aquatic animal products on board the vessel in the same conditions. When issuing an order pursuant to paragraph one, the Director-General shall take into account the severity of the infringement, recidivism and the prevention of recidivism.

**Section 114.** The following acts shall be regarded as fishing operations constituting severe infringements pursuant to section 113:

- (7) fishing in violation of rules prescribed by a coastal state or an international organisation pursuant to section 49;

**Section 134.** Any person violating section 49 shall be subject to a fine of between two million baht and ten million baht, or to a fine of five times the value of the aquatic animals obtained from the fishing operation. In whichever case, the higher fine shall apply.

Any offender pursuant to paragraph one using a vessel of a size from sixty gross tonnage up to less than one hundred and fifty gross tonnage shall be subject to a fine of between ten million baht and twenty million baht, or to a fine of five times the value of



the aquatic animals obtained from the fishing operation. In whichever case, the higher fine shall apply. Any offender pursuant to paragraph one using a vessel of a size from one hundred and fifty gross tonnage onwards shall be subject to a fine of between twenty million baht and thirty million baht, or to a fine of five times the value of the aquatic animals obtained from the fishing operation. In whichever case, the higher fine shall apply.

### **Adoption d'un système de surveillance pour tous les navires $\geq$ 24 m et $<$ 24 m pêchant en haute mer**

#### **2. Le système national de surveillance des navires par satellite a été adopté par la loi:**

- Oui – Adopté par la loi.

Année : [The Royal Ordinance on Fisheries B.E. 2558 \(2015\) - 13 November 2015](#)

#### **Rapport d'activité sur le programme de SSN**

#### **3. Rapport SSN - rapport d'activité sur le programme de SSN et sur les défaillances techniques ?**

- OUI - Rapport soumis et données fournies ci-dessous

#### **4. Nombre total de navires nationaux équipés de SSN ?**

Navire de 24 m de longueur hors tout ou plus:

6

Navires de moins de 24 m opérant en dehors de la ZEE de l'État du pavillon:

0

#### **Il existe un centre national de surveillance des pêches (CSP) ?**

- Oui

#### **Défaillances techniques enregistrées ?**

- NON - Aucune défaillance technique en 2023

nombre : 0

#### **Législation nationale avec dispositions des exigences/obligations en vertu de la résolution 15/03 ?**

Oui le 29 juin 2024 - 11:13

#### **Référence juridique des lois, règlements et instructions administratives en vigueur relative à cette exigence ?**

[The Royal Ordinance on Fisheries B.E. 2558 \(2015\) and its amendment](#)

#### **Commentaire concernant votre soumission et la mise en œuvre de cette exigence ?**

-

## **2.7 Transbordement**

### **Résolution 24/05 sur la mise en place d'un programme pour les transbordements des grands navires de pêche**



## **2.8 Application par les navires nationaux**

### **Résolution 16/07 Sur l'utilisation de lumières artificielles pour attirer les poissons**



#### **Interdiction: d'utiliser des lumières artificielles de surface ou submergées pour attirer les poissons en 2024 - Date limite: 23/1/2025**

#### **1. Avez-vous mis en œuvre l'obligation ?**

- OUI - Implementée

**2. Il existe un système ou des procédures pour suivre et pour garantir l'application de l'interdiction i) d'utiliser, d'installer ou d'exploiter des lumières artificielles de surface ou immergées et ii) de mener intentionnellement des activités de pêche autour/à proximité de tout navire/DCPD équipé de lumières artificielles:**

•

OUI - CPC a système / procédures permettant de suivre l'application de cette mesure exécutoire, ET de prendre des mesures concernant des infractions potentielles

a. Système ou des procédures permettant de suivre l'application des mesures exécutoires CTOI sont

- Mesures exécutoires CTOI, des navires/personnes, suivies et contrôlés par l'administration gouvernementale des pêches avec des procédures institutionnelles mises en œuvre
- Procédures (SOP) d'inspection au port mises en œuvre par les agences nationales de SCS inclues la vérification des obligations CTOI

Décrire : The Thai IOTC focal point (Overseas Fisheries Analysis, Monitoring and Surveillance Group, Fishing Operation and Fleets Management Division; FFMD) officially requests the Fish Quarantine and Fishing Vessels Inspection Division (FQID) which has a duty to control the port in - port out activities including inspection the vessels before operate at sea, to report the data collected by this programme in e-MARIS system. After FQID reported data in the system, data will be requested for approval. FFMD will submit the report to the DG of Department of Fisheries (DoF) in order to, get the official approve and then FFMD will submit the report to IOTC via e-MARIS system.

b. Système ou des procédures permettant de répondre à des cas de non-application sont

- Institués par la réglementation nationale mis en œuvre par le Gouvernement
- Institués par arrêtés administratifs mis en œuvre par le Gouvernement
- Mise en œuvre d'actions correctives/préventives pour prévenir la récurrence des non-conformités & des infractions
- Promouvoir la connaissance/compréhension de l'industrie de la nécessité de participation coopérative aux activités de SCS pour garantir la conformité & pour prévenir/dissuader/éliminer la pêche INN

Décrire : After the Thai IOTC focal point, FFMD receives information from IOTC, FFMD will officially request FQID to check data and clarify information. FQID crosschecks data and occasionally contacts Fish Inspection Offices (FIO) for verification, if needed, before officially submitting the clarification to FFMD. Then, FFMD will submit the clarification to IOTC secretariat via email or e-MARIS system.

c. Mesures en ce qui concerne des infractions potentielles

- Suspend/annule/révoque licence/ATF
- Confiscation des biens tels que le bateau, le matériel et le poisson
- Amende

Décrire : Thailand will crosscheck data for verification. In the sensitive case, a meeting will be organized for discussion among several divisions in DoF. After the information is cleared, FFMD will submit information to IOTC secretariat.

**2. L'utilisation de lumières artificielles immergées dans le but de regrouper les thons et les espèces apparentées au-delà des eaux territoriales ?**

- Est mis en œuvre (interdit) dans la législation nationale

Since: Updated 07/05/2024

- Since : -

- Reasons: -

**Information :**

NONE

**Disposition relative à l'interdiction** d'utiliser des lumières artificielles de surface ou immergées pour attirer les poissons - législation nationale et T&C ATF ?

Oui le 20 janvier 2025 - 07:56

**Reference of laws, regulations and administrative instructions in force related to this requirement ?**

Notification of the Department of Fisheries On Requirement and Regulations of Fishing Vessels Operating Outside Thai Water in IOTC Area of Competence (IOTC) B.E. 2567 (2024)

**Comments/remarks about your submission and the implementation of this requirement ?**

NONE

## **Résolution 16/08 Sur l'interdiction de l'utilisation d'aéronefs et de véhicules aériens sans pilote comme aides à la pêche**



**Interdiction: d'utiliser des aéronefs et des véhicules aériens sans pilote en 2024 - Date limite: 23/1/2025**

**1. Avez-vous mis en œuvre l'obligation ?**

- OUI - Implementée

## 2. Il existe un système ou des procédures pour suivre et pour garantir l'application de l'interdiction d'utiliser des aéronefs et des véhicules aériens sans pilote comme aides à la pêche:

- OUI - CPC a système / procédures permettant de suivre l'application de cette mesure exécutoire, ET de prendre des mesures concernant des infractions potentielles

### a. Système ou des procédures permettant de suivre l'application des mesures exécutoires CTOI sont

- Mesures exécutoires CTOI, des navires/personnes, suivies et contrôlés par l'administration gouvernementale des pêches avec des procédures institutionnelles mises en œuvre
- Procédures (SOP) d'inspection au port mises en œuvre par les agences nationales de SCS inclues la vérification des obligations CTOI

Décrire : The Thai IOTC focal point (Overseas Fisheries Analysis, Monitoring and Surveillance Group, Fishing Operation and Fleets Management Division; FFMD) officially requests the Fish Quarantine and Fishing Vessels Inspection Division (FQID) which has a duty to control the port in - port out activities including inspection the vessels before operate at sea, to report the data collected by this programme in e-MARIS system. After FQID reported data in the system, data will be requested for approval. FFMD will submit the report to the DG of Department of Fisheries (DoF) in order to, get the official approve and then FFMD will submit the report to IOTC via e-MARIS system.

### b. Système ou des procédures permettant de répondre à des cas de non-application sont

- Institués par la réglementation nationale mis en oeuvre par le Gouvernement
- Institués par arrêtés administratifs mis en oeuvre par le Gouvernement
- Mise en oeuvre d'actions correctives/préventives pour prévenir la récurrence des non-conformités & des infractions
- Promouvoir la connaissance/compréhension de l'industrie de la nécessité de participation coopérative aux activités de SCS pour garantir la conformité & pour prévenir/dissuader/éliminer la pêche INN

Décrire : After the Thai IOTC focal point, FFMD receives information from IOTC, FFMD will officially request FQID to check data and clarify information. FQID crosschecks data and occasionally contacts Fish Inspection Offices (FIO) for verification, if needed, before officially submitting the clarification to FFMD. Then, FFMD will submit the clarification to IOTC secretariat via email or e-MARIS system.

### c. Mesures en ce qui concerne des infractions potentielles

- Suspend/annule/révoque licence/ATF
- Confiscation des biens tels que le bateau, le matériel et le poisson
- Amende

Décrire :

Punitive is specify in the Royal Ordinance on Fisheries B.E.2558 (2015) , Section 114 and 134.

**Section 114.** The following acts shall be regarded as fishing operations constituting severe infringements pursuant to section 113:

(1) use of a stateless vessel to engage in a fishing operation pursuant to section 10; (2) fishing without a fishing license or a license for the use of a fishing gear pursuant to section 31, section 32, section 35, section 36 or section 48; (3) failure to comply with section 81; (4) preparing a fishing logbook or reporting a fishing operation based on a false document or destroying a document or evidence related to the commission of an offence; (5) fishing in excess of the quantities or the condition prescribed in section 36, fishing in a prohibited area pursuant to section 56, or fishing during a prohibited period pursuant to section 70; (6) modification of a fishing gear under section 42, or use of a prohibited fishing gear pursuant to section 67, section 68, section 69 or section 71(1); (7) fishing in violation of rules prescribed by a coastal state or an international organisation pursuant to section 49; (8) catching aquatic animals or taking aquatic animals of a smaller size than that prescribed onto a fishing vessel pursuant to section 57; (9) catching aquatic animals or taking aquatic animals prescribed onto a fishing vessel pursuant to section 66; (10) transshipping aquatic animals and aquatic animal products in violation of the rules under section 87, section 88 or section 89; (11) falsifying, concealing or changing a vessel's mark or registration; (12) obstructing the performance of duties by a competent official or observer, or concealing, tempering with or disposing of evidence relating to an investigation conducted by a competent official; (13) participating in, providing support to or securing essential basics to a fishing vessel undertaking IUU fishing; (14) committing more than three offences other than those stated under (1) to (13) above within any one-year period, regardless of whether or not the offences are identical.

**Section 134.** Any person violating section 49 shall be subject to a fine of between two million baht and ten million baht, or to a fine of five times the value of the aquatic animals obtained from the fishing operation. In whichever case, the higher fine shall apply. Any offender pursuant to paragraph one using a vessel of a size from sixty gross tonnage up to less than one hundred and fifty gross tonnage shall be subject to a fine of between ten million baht and twenty million baht, or to a fine of five times the value of the aquatic animals obtained from the fishing operation. In whichever case, the higher fine shall apply. Any offender pursuant to paragraph one using a vessel of a size from one hundred and fifty gross tonnage onwards shall be subject to a fine

of between twenty million baht and thirty million baht, or to a fine of five times the value of the aquatic animals obtained from the fishing operation. In whichever case, the higher fine shall apply.

### 3. L'utilisation d'aéronefs et de véhicules aériens sans pilote comme aides à la pêche ?

- Est mis en oeuvre (interdit) dans la législation nationale

Since: Updated 07/05/2024

-Since : -

- Reasons: -

**Information :**

NONE

**Disposition relative à Interdiction :** d'utiliser des aéronefs et des véhicules aériens sans pilote - Législation nationale & T&C ATF ?

Oui le 20 janvier 2025 - 11:21

**Reference loi, regulations et administrative instructions en vigueur ?**

Notification of the Department of Fisheries On Requirement and Regulations of Fishing Vessels Operating Outside Thai Water in IOTC Area of Competence (IOTC) B.E. 2567 (2024)

**Commentaires/remarques sur soumission ?**

NONE

## Résolution 11/02 Interdiction de pêcher sur les bouées océanographiques



### **Interdiction: de pêcher intentionnellement à moins de 1 mille marin ou d'interagir avec les bouées océanographiques en 2024 - Date limite: 23/1/2025**

#### 1. Avez-vous mis en œuvre l'obligation ?

- OUI - Implementée

#### 2. Il existe un système ou des procédures pour suivre et pour garantir l'application de l'interdiction des navires de pêche de pêcher/interagir avec une bouée océanographique:

- OUI - CPC a système / procédures permettant de suivre l'application de cette mesure exécutoire, ET de prendre des mesures concernant des infractions potentielles

##### a. Système ou des procédures permettant de suivre l'application des mesures exécutoires CTOI sont

- Mesures exécutoires CTOI, des navires/personnes, suivies et contrôlés par l'administration gouvernementale des pêches avec des procédures institutionnelles mises en oeuvre
- Procédures (SOP) d'inspection au port mises en oeuvre par les agences nationales de SCS inclues la vérification des obligations CTOI

Décrire : The Thai IOTC focal point (Overseas Fisheries Analysis, Monitoring and Surveillance Group, Fishing Operation and Fleets Management Division; FFMD) officially requests the Fish Quarantine and Fishing Vessels Inspection Division (FQID) which has a duty to control the port in - port out activities including inspection the vessels before operate at sea until return to port, to report the data collected by this programme in e-MARIS system such as logbook, catch data etc. After FQID reported data in the system, data will be requested for approval. FFMD will submit the report to the DG of Department of Fisheries (DoF) in order to, get the official approve and then FFMD will submit the report to IOTC via e-MARIS system. Moreover, Fishing and Fleets Management Division can control the fishing activities through VMS, ERS and EM.

##### b. Système ou des procédures permettant de répondre à des cas de non-application sont

- Institués par la réglementation nationale mis en oeuvre par le Gouvernement
- Institués par arrêtés administratifs mis en oeuvre par le Gouvernement
- Mise en oeuvre d'actions correctives/préventives pour prévenir la récurrence des non-conformités & des infractions
- Promouvoir la connaissance/compréhension de l'industrie de la nécessité de participation coopérative aux activités de SCS pour garantir la conformité & pour prévenir/dissuader/éliminer la pêche INN

Décrire : After the Thai IOTC focal point, FFMD receives information from IOTC, FFMD will officially request FQID and other group in FFMD to check data and clarify information. They crosscheck data and occasionally contacts Fish Inspection Offices (FIO)

and relevant group for verification, if needed, before officially submitting the clarification to FFMD. Then, FFMD will submit the clarification to IOTC secretariat via email or e-MARIS system.

c. Mesures en ce qui concerne des infractions potentielles

- Suspend/annule/révoque licence/ATF
- Confiscation des biens tels que le bateau, le matériel et le poisson
- Amende

Décrire :

Punitive is specify in the Royal Ordinance on Fisheries B.E.2558 (2015) , Section 114 and 134.

**Section 114.** The following acts shall be regarded as fishing operations constituting severe infringements pursuant to section 113:

(1) use of a stateless vessel to engage in a fishing operation pursuant to section 10; (2) fishing without a fishing license or a license for the use of a fishing gear pursuant to section 31, section 32, section 35, section 36 or section 48; (3) failure to comply with section 81; (4) preparing a fishing logbook or reporting a fishing operation based on a false document or destroying a document or evidence related to the commission of an offence; (5) fishing in excess of the quantities or the condition prescribed in section 36, fishing in a prohibited area pursuant to section 56, or fishing during a prohibited period pursuant to section 70; (6) modification of a fishing gear under section 42, or use of a prohibited fishing gear pursuant to section 67, section 68, section 69 or section 71(1); (7) fishing in violation of rules prescribed by a coastal state or an international organisation pursuant to section 49; (8) catching aquatic animals or taking aquatic animals of a smaller size than that prescribed onto a fishing vessel pursuant to section 57; (9) catching aquatic animals or taking aquatic animals prescribed onto a fishing vessel pursuant to section 66; (10) transshipping aquatic animals and aquatic animal products in violation of the rules under section 87, section 88 or section 89; (11) falsifying, concealing or changing a vessel's mark or registration; (12) obstructing the performance of duties by a competent official or observer, or concealing, tempering with or disposing of evidence relating to an investigation conducted by a competent official; (13) participating in, providing support to or securing essential basics to a fishing vessel undertaking IUU fishing; (14) committing more than three offences other than those stated under (1) to (13) above within any one-year period, regardless of whether or not the offences are identical.

**Section 134.** Any person violating section 49 shall be subject to a fine of between two million baht and ten million baht, or to a fine of five times the value of the aquatic animals obtained from the fishing operation. In whichever case, the higher fine shall apply. Any offender pursuant to paragraph one using a vessel of a size from sixty gross tonnage up to less than one hundred and fifty gross tonnage shall be subject to a fine of between ten million baht and twenty million baht, or to a fine of five times the value of the aquatic animals obtained from the fishing operation. In whichever case, the higher fine shall apply. Any offender pursuant to paragraph one using a vessel of a size from one hundred and fifty gross tonnage onwards shall be subject to a fine of between twenty million baht and thirty million baht, or to a fine of five times the value of the aquatic animals obtained from the fishing operation. In whichever case, the higher fine shall apply.

**3. Pêcher intentionnellement à moins de 1 mile nautique de ou d'interagir avec une bouée océanographique:**

- Est interdit par la législation nationale

Since: Updated 07/05/2024

- Since: -

- Raisons: -

**Information complémentaire sur la mise en œuvre de cette obligation :**

NONE

**Législation nationale et T&C ATF avec les dispositions pour interdire aux navires de pêche de pêcher intentionnellement à moins d'un mille marin ou d'interagir avec une bouée océanographique dans la zone de compétence de la CTOI - Resolution 11/02 (2) ?**

Oui le 20 janvier 2025 - 07:53

**Reference lois, regulations et administrative en vigueur ?**

Notification of the Department of Fisheries On Requirement and Regulations of Fishing Vessels Operating Outside Thai Water in IOTC Area of Competence (IOTC) B.E. 2567 (2024)

**Commentaires/remarques sur la soumission ?**

NONE

**Interdiction: d'embarquer une bouée océanographique en 2024 - Date limite: 23/1/2025**

**1. Avez-vous mis en œuvre l'obligation ?**

- OUI - Implementée

**2. Il existe un système ou des procédures pour suivre et pour garantir l'application de l'interdiction des navires de pêche d'embarquer une bouée océanographique:**

- OUI - CPC a système / procédures permettant de suivre l'application de cette mesure exécutoire, ET de prendre des mesures concernant des infractions potentielles

a. Système ou des procédures permettant de suivre l'application des mesures exécutoires CTOI sont

- Mesures exécutoires CTOI, des navires/personnes, suivies et contrôlés par l'administration gouvernementale des pêches avec des procédures institutionnelles mises en œuvre
- Régime de contrôle & d'application par les navires avec outils de suivi, SSN, journaux de bord/documentation & observateurs des pêches
- Procédures (SOP) d'inspection au port mises en œuvre par les agences nationales de SCS inclues la vérification des obligations CTOI

**Décrire :** The Thai IOTC focal point (Overseas Fisheries Analysis, Monitoring and Surveillance Group, Fishing Operation and Fleets Management Division; FFMD) officially requests the Fish Quarantine and Fishing Vessels Inspection Division (FQID) which has a duty to control the port in - port out activities including inspection the vessels before operate at sea until return to port, to report the data collected by this programme in e-MARIS system such as logbook, catch data etc. After FQID reported data in the system, data will be requested for approval. FFMD will submit the report to the DG of Department of Fisheries (DoF) in order to, get the official approve and then FFMD will submit the report to IOTC via e-MARIS system. Moreover, Fishing and Fleets Management Division can control the fishing activities through VMS, ERS and EM.

b. Système ou des procédures permettant de répondre à des cas de non-application sont

- Institués par la réglementation nationale mis en œuvre par le Gouvernement
- Institués par arrêtés administratifs mis en œuvre par le Gouvernement
- Mise en œuvre d'actions correctives/préventives pour prévenir la récurrence des non-conformités & des infractions
- Promouvoir la connaissance/compréhension de l'industrie de la nécessité de participation coopérative aux activités de SCS pour garantir la conformité & pour prévenir/dissuader/éliminer la pêche INN

**Décrire :** After the Thai IOTC focal point, FFMD receives information from IOTC, FFMD will officially request FQID and other group in FFMD to check data and clarify information. They crosscheck data and occasionally contacts Fish Inspection Offices (FIO) and relevant group for verification, if needed, before officially submitting the clarification to FFMD. Then, FFMD will submit the clarification to IOTC secretariat via email or e-MARIS system.

c. Mesures en ce qui concerne des infractions potentielles

- Suspend/annule/révoque licence/ATF
- Confiscation des biens tels que le bateau, le matériel et le poisson
- Amende

**Décrire :**

Punitive is specify in the Royal Ordinance on Fisheries B.E.2558 (2015) , Section 114 and 134.

**Section 114.** The following acts shall be regarded as fishing operations constituting severe infringements pursuant to section 113:

(1) use of a stateless vessel to engage in a fishing operation pursuant to section 10; (2) fishing without a fishing license or a license for the use of a fishing gear pursuant to section 31, section 32, section 35, section 36 or section 48; (3) failure to comply with section 81; (4) preparing a fishing logbook or reporting a fishing operation based on a false document or destroying a document or evidence related to the commission of an offence; (5) fishing in excess of the quantities or the condition prescribed in section 36, fishing in a prohibited area pursuant to section 56, or fishing during a prohibited period pursuant to section 70; (6) modification of a fishing gear under section 42, or use of a prohibited fishing gear pursuant to section 67, section 68, section 69 or section 71(1); (7) fishing in violation of rules prescribed by a coastal state or an international organisation pursuant to section 49; (8) catching aquatic animals or taking aquatic animals of a smaller size than that prescribed onto a fishing vessel pursuant to section 57; (9) catching aquatic animals or taking aquatic animals prescribed onto a fishing vessel pursuant to section 66; (10) transshipping aquatic animals and aquatic animal products in violation of the rules under section 87, section 88 or section 89; (11) falsifying, concealing or changing a vessel's mark or registration; (12) obstructing the performance of duties by a competent official or observer, or concealing, tempering with or disposing of evidence relating to an investigation conducted by a competent official; (13) participating in, providing support to or securing essential basics to a fishing vessel undertaking IUU fishing; (14) committing more than three offences other than those stated under (1) to (13) above within any one-year period, regardless of whether or not the offences are identical.

**Section 134.** Any person violating section 49 shall be subject to a fine of between two million baht and ten million baht, or to a fine of five times the value of the aquatic animals obtained from the fishing operation. In whichever case, the higher fine shall apply. Any offender pursuant to paragraph one using a vessel of a size from sixty gross tonnage up to less than one hundred and fifty gross tonnage shall be subject to a fine of between ten million baht and twenty million baht, or to a fine of five times the value of the aquatic animals obtained from the fishing operation. In whichever case, the higher fine shall apply. Any offender pursuant to paragraph one using a vessel of a size from one hundred and fifty gross tonnage onwards shall be subject to a fine of between twenty million baht and thirty million baht, or to a fine of five times the value of the aquatic animals obtained from the fishing operation. In whichever case, the higher fine shall apply.

### 3. Embarquer une bouée océanographique:

- Est interdit par la législation nationale

Since Updated 07/05/2024

– Since –

– Reasons –

Information complémentaire sur la mise en œuvre de cette obligation :

NONE

Législation nationale et T&C ATF avec les dispositions pour interdire aux navires de pêche d'embarquer une bouée océanographique lorsqu'ils pêchent des thonidés et des espèces apparentées dans la zone de compétence de la CTOI - Resolution 11/02 (3) ?

Oui le 20 janvier 2025 - 08:24

Reference lois, regulations et administrative instructions en vigueur ?

Notification of the Department of Fisheries On Requirement and Regulations of Fishing Vessels Operating Outside Thai Water in IOTC Area of Competence (IOTC) B.E. 2567 (2024)

Commentaires/remarques sur soumission ?

NONE

### Résolution 19/03 Sur la conservation des raies *Mobulidae* capturées en association avec les pêcheries dans la zone de compétence de la CTOI



### Interdiction: de caler intentionnellement un engin de pêche ciblant les *Mobulidae* en 2024 - Date limite: 23/1/2025

#### 1. Avez-vous mis en œuvre l'obligation ?

- OUI - Implementée

#### 2. Il existe un système ou des procédures pour suivre et pour garantir l'application de l'interdiction de caler intentionnellement tout type d'engin ciblant les *Mobulidae*:

- OUI - CPC a système / procédures permettant de suivre l'application de cette mesure exécutoire, ET de prendre des mesures concernant des infractions potentielles

##### a. Système ou des procédures permettant de suivre l'application des mesures exécutoires CTOI sont

- Mesures exécutoires CTOI, des navires/personnes, suivies et contrôlés par l'administration gouvernementale des pêches avec des procédures institutionnelles mises en œuvre
- Procédures définies dans le cadre du régime SCS des pêches mis en œuvre par des agences gouvernementales
- Régime de contrôle & d'application par les navires avec outils de suivi, SSN, journaux de bord/documentation & observateurs des pêches
- Régime de contrôle & d'application des navires inclut régime du pavillon d'inspections en mer et au port

Décrire : The Thai IOTC focal point (Overseas Fisheries Analysis, Monitoring and Surveillance Group, Fishing Operation and Fleets Management Division; FFMD) officially requests the Fish Quarantine and Fishing Vessels Inspection Division (FQID) which has a duty to control the port in - port out activities including inspection the vessels before operate at sea until return to port, to report the data collected by this programme in e-MARIS system such as logbook, catch data etc. After FQID reported data in the system, data will be requested for approval. FFMD will submit the report to the DG of Department of Fisheries (DoF) in order to, get the official approve and then FFMD will submit the report to IOTC via e-MARIS system. Moreover, Fishing and Fleets Management Division can control the fishing activities through VMS, ERS and EM.

##### b. Système ou des procédures permettant de répondre à des cas de non-application sont

- Institués par la réglementation nationale mis en oeuvre par le Gouvernement
- Institués par arrêtés administratifs mis en oeuvre par le Gouvernement
- Mise en oeuvre d'actions correctives/préventives pour prévenir la récurrence des non-conformités & des infractions
- Promouvoir la connaissance/compréhension de l'industrie de la nécessité de participation coopérative aux activités de SCS pour garantir la conformité & pour prévenir/dissuader/éliminer la pêche INN

Décrire : After the Thai IOTC focal point, FFMD receives information from IOTC, FFMD will officially request FQID and other group in FFMD to check data and clarify information. They crosscheck data and occasionally contacts Fish Inspection Offices (FIO)

and relevant group for verification, if needed, before officially submitting the clarification to FFMD. Then, FFMD will submit the clarification to IOTC secretariat via email or e-MARIS system.

c. Mesures en ce qui concerne des infractions potentielles

- Suspend/annule/révoque licence/ATF
- Confiscation des biens tels que le bateau, le matériel et le poisson
- Amende

Décrire :

Punitive is specify in the Royal Ordinance on Fisheries B.E.2558 (2015) , Section 114 and 134.

**Section 114.** The following acts shall be regarded as fishing operations constituting severe infringements pursuant to section 113:

(1) use of a stateless vessel to engage in a fishing operation pursuant to section 10; (2) fishing without a fishing license or a license for the use of a fishing gear pursuant to section 31, section 32, section 35, section 36 or section 48; (3) failure to comply with section 81; (4) preparing a fishing logbook or reporting a fishing operation based on a false document or destroying a document or evidence related to the commission of an offence; (5) fishing in excess of the quantities or the condition prescribed in section 36, fishing in a prohibited area pursuant to section 56, or fishing during a prohibited period pursuant to section 70; (6) modification of a fishing gear under section 42, or use of a prohibited fishing gear pursuant to section 67, section 68, section 69 or section 71(1); (7) fishing in violation of rules prescribed by a coastal state or an international organisation pursuant to section 49; (8) catching aquatic animals or taking aquatic animals of a smaller size than that prescribed onto a fishing vessel pursuant to section 57; (9) catching aquatic animals or taking aquatic animals prescribed onto a fishing vessel pursuant to section 66; (10) transshipping aquatic animals and aquatic animal products in violation of the rules under section 87, section 88 or section 89; (11) falsifying, concealing or changing a vessel's mark or registration; (12) obstructing the performance of duties by a competent official or observer, or concealing, tempering with or disposing of evidence relating to an investigation conducted by a competent official; (13) participating in, providing support to or securing essential basics to a fishing vessel undertaking IUU fishing; (14) committing more than three offences other than those stated under (1) to (13) above within any one-year period, regardless of whether or not the offences are identical.

**Section 134.** Any person violating section 49 shall be subject to a fine of between two million baht and ten million baht, or to a fine of five times the value of the aquatic animals obtained from the fishing operation. In whichever case, the higher fine shall apply. Any offender pursuant to paragraph one using a vessel of a size from sixty gross tonnage up to less than one hundred and fifty gross tonnage shall be subject to a fine of between ten million baht and twenty million baht, or to a fine of five times the value of the aquatic animals obtained from the fishing operation. In whichever case, the higher fine shall apply. Any offender pursuant to paragraph one using a vessel of a size from one hundred and fifty gross tonnage onwards shall be subject to a fine of between twenty million baht and thirty million baht, or to a fine of five times the value of the aquatic animals obtained from the fishing operation. In whichever case, the higher fine shall apply.

**3. L'interdiction de caler intentionnellement tout type d'engin ciblant les *Mobulidae*:**

- Est mis en oeuvre (interdit) dans la législation nationale

Depuis: Updated 07/05/2024

- Depuis: -

- Raisons: -

**Législation nationale et T&C ATF avec les dispositions pour interdire à tous les navires de caler intentionnellement un engin de pêche ciblant les *Mobulidae* dans la zone de compétence de la CTOI - Resolution 19/03 (2) ?**

Oui le 20 janvier 2025 - 08:13

**Reference lois, regulations ?**

Notification of the Department of Fisheries On Requirement and Regulations of Fishing Vessels Operating Outside Thai Water in IOTC Area of Competence (IOTC) B.E. 2567 (2024)

**Commentaires/remarques ?**

NONE

**Résolution 17/05 Sur la conservation des requins capturés en association avec les pêcheries gérées par la CTOI**



**Interdiction : de découper les nageoires des requins en 2024 - Date limite: 23/1/2025**

**1. Avez-vous mis en œuvre l'obligation ?**

- OUI - Implementée



**2. Il existe un système ou des procédures pour suivre et pour garantir l'application de l'interdiction de découper les nageoires des requins:**

- OUI - CPC a système / procédures permettant de suivre l'application de cette mesure exécutoire, ET de prendre des mesures concernant des infractions potentielles

a. Système ou des procédures permettant de suivre l'application des mesures exécutoires CTOI sont

- Mesures exécutoires CTOI, des navires/personnes, suivies et contrôlés par l'administration gouvernementale des pêches avec des procédures institutionnelles mises en œuvre
- Procédures (SOP) d'inspection au port mises en œuvre par les agences nationales de SCS inclues la vérification des obligations CTOI

Décrire : The Thai IOTC focal point (Overseas Fisheries Analysis, Monitoring and Surveillance Group, Fishing Operation and Fleets Management Division; FFMD) officially requests the Fish Quarantine and Fishing Vessels Inspection Division (FQID) which has a duty to control the port in - port out activities including inspection the vessels before operate at sea until return to port, to report the data collected by this programme in e-MARIS system such as logbook, catch data etc. After FQID reported data in the system, data will be requested for approval. FFMD will submit the report to the DG of Department of Fisheries (DoF) in order to, get the official approve and then FFMD will submit the report to IOTC via e-MARIS system.

b. Système ou des procédures permettant de répondre à des cas de non-application sont

- Institués par la réglementation nationale mis en œuvre par le Gouvernement
- Institués par arrêtés administratifs mis en œuvre par le Gouvernement
- Mise en œuvre d'actions correctives/préventives pour prévenir la récurrence des non-conformités & des infractions
- Promouvoir la connaissance/compréhension de l'industrie de la nécessité de participation coopérative aux activités de SCS pour garantir la conformité & pour prévenir/dissuader/éliminer la pêche INN

Décrire : After the Thai IOTC focal point, FFMD receives information from IOTC, FFMD will officially request FQID to check data and clarify information. FQID crosschecks data and occasionally contacts Fish Inspection Offices (FIO) for verification, if needed, before officially submitting the clarification to FFMD. Then, FFMD will submit the clarification to IOTC secretariat via email or e-MARIS system.

c. Mesures en ce qui concerne des infractions potentielles

- Suspend/annule/révoque licence/ATF
- Amende
- Autres sanctions (précisez ci-dessous)

Décrire :

Punitive is specify in the **Royal Ordinance on Fisheries B.E.2558 (2015) , Section 114 and 134.**

**Section 114.** The following acts shall be regarded as fishing operations constituting severe infringements pursuant to section 113:

(1) use of a stateless vessel to engage in a fishing operation pursuant to section 10; (2) fishing without a fishing license or a license for the use of a fishing gear pursuant to section 31, section 32, section 35, section 36 or section 48; (3) failure to comply with section 81; (4) preparing a fishing logbook or reporting a fishing operation based on a false document or destroying a document or evidence related to the commission of an offence; (5) fishing in excess of the quantities or the condition prescribed in section 36, fishing in a prohibited area pursuant to section 56, or fishing during a prohibited period pursuant to section 70; (6) modification of a fishing gear under section 42, or use of a prohibited fishing gear pursuant to section 67, section 68, section 69 or section 71(1); (7) fishing in violation of rules prescribed by a coastal state or an international organisation pursuant to section 49; (8) catching aquatic animals or taking aquatic animals of a smaller size than that prescribed onto a fishing vessel pursuant to section 57; (9) catching aquatic animals or taking aquatic animals prescribed onto a fishing vessel pursuant to section 66; (10) transshipping aquatic animals and aquatic animal products in violation of the rules under section 87, section 88 or section 89; (11) falsifying, concealing or changing a vessel's mark or registration; (12) obstructing the performance of duties by a competent official or observer, or concealing, tempering with or disposing of evidence relating to an investigation conducted by a competent official; (13) participating in, providing support to or securing essential basics to a fishing vessel undertaking IUU fishing; (14) committing more than three offences other than those stated under (1) to (13) above within any one-year period, regardless of whether or not the offences are identical.

**Section 134.** Any person violating section 49 shall be subject to a fine of between two million baht and ten million baht, or to a fine of five times the value of the aquatic animals obtained from the fishing operation. In whichever case, the higher fine shall apply. Any offender pursuant to paragraph one using a vessel of a size from sixty gross tonnage up to less than one hundred and fifty gross tonnage shall be subject to a fine of between ten million baht and twenty million baht, or to a fine of five times the value of the aquatic animals obtained from the fishing operation. In whichever case, the higher fine shall apply. Any offender pursuant to paragraph one using a vessel of a size from one hundred and fifty gross tonnage onwards shall be subject to a fine of between twenty million baht and thirty million baht, or to a fine of five times the value of the aquatic animals obtained from the fishing operation. In whichever case, the higher fine shall apply.

**3. Requins débarqués frais : la découpe des nageoires des requins à bord des navires, le débarquement, la rétention à bord, le transbordement et le transport de nageoires de requins qui ne sont pas attachées naturellement à la carcasse du requin, jusqu'au premier point de débarquement :**

- Est mis en oeuvre (interdit) dans la législation nationale

Depuis: @sUpdated 07/05/2024

- Depuis: -
- Raisons: -

Information complémentaire sur la mise en œuvre de cette obligation :

**4. Requins débarqués congelés: Les CPC qui n'appliquent pas le sous-alinéa 3a) pour tous les requins exigeront que leurs navires n'aient pas à bord des ailerons qui représentent plus de 5% du poids des requins à bord, jusqu'au premier point de débarquement :**

- Est mis en oeuvre (interdit) dans la législation nationale

Depuis: Updated 07/05/2024

- Depuis: Updated 07/05/2024
- Raisons: -

Information complémentaire sur la mise en œuvre de cette obligation :

**Législation nationale et T&C ATF Avec provision de l'interdiction de découper les nageoires des requins ?**

Oui le 20 janvier 2025 - 11:28

**Reference lois, regulations ?**

Notification of the Department of Fisheries On Requirement and Regulations of Fishing Vessels Operating Outside Thai Water in IOTC Area of Competence (IOTC) B.E. 2567 (2024)

**Résolution 12/09 Sur la conservation des requins renards (famille des *Alopiidae*) capturés par les pêcheries dans la zone de compétence de la CTOI**



**Interdiction : de conserver à bord, transborder, débarquer, stocker, vendre des requins renards de toutes les espèces de la famille *Alopiidae* en 2024 - Date limite: 23/1/2025**

**1. Avez-vous mis en œuvre l'obligation ?**

- OUI - Implementée

**2. Il existe un système ou des procédures pour suivre et pour garantir l'application par les navires nationaux de ne pas conserver à bord, transborder, débarquer, stocker, vendre ou proposer à la vente tout ou partie des carcasses de requins-renards, d'une des espèces de la famille des *Alopiidae*:**

- OUI - CPC a système / procédures permettant de suivre l'application de cette mesure exécutoire, ET de prendre des mesures concernant des infractions potentielles

**a. Système ou des procédures permettant de suivre l'application des mesures exécutoires CTOI sont**

- Mesures exécutoires CTOI, des navires/personnes, suivies et contrôlés par l'administration gouvernementale des pêches avec des procédures institutionnelles mises en œuvre
- Procédures (SOP) d'inspection au port mises en œuvre par les agences nationales de SCS inclues la vérification des obligations CTOI

Décrire : The Thai IOTC focal point (Overseas Fisheries Analysis, Monitoring and Surveillance Group, Fishing Operation and Fleets Management Division; FFMD) officially requests the Fish Quarantine and Fishing Vessels Inspection Division (FQID) which has a duty to control the port in - port out activities including inspection the vessels before operate at sea until return to port, to report the data collected by this programme in e-MARIS system such as logbook, catch data etc. After FQID reported data in the system, data will be requested for approval. FFMD will submit the report to the DG of Department of Fisheries (DoF) in order to, get the official approve and then FFMD will submit the report to IOTC via e-MARIS system.

**b. Système ou des procédures permettant de répondre à des cas de non-application sont**

- Institués par la réglementation nationale mis en oeuvre par le Gouvernement

- Institués par arrêtés administratifs mis en oeuvre par le Gouvernement
- Mise en oeuvre d'actions correctives/préventives pour prévenir la récurrence des non-conformités & des infractions
- Promouvoir la connaissance/compréhension de l'industrie de la nécessité de participation coopérative aux activités de SCS pour garantir la conformité & pour prévenir/dissuader/éliminer la pêche INN

Décrire : After the Thai IOTC focal point, FFMD receives information from IOTC, FFMD will officially request FQID to check data and clarify information. FQID crosschecks data and occasionally contacts Fish Inspection Offices (FIO) for verification, if needed, before officially submitting the clarification to FFMD. Then, FFMD will submit the clarification to IOTC secretariat via email or e-MARIS system.

#### c. Mesures en ce qui concerne des infractions potentielles

- Suspend/annule/révoque licence/ATF
- Confiscation des biens tels que le bateau, le matériel et le poisson
- Amende
- Autres sanctions (précisez ci-dessous)

Décrire :

Punitive is specify in the Royal Ordinance on Fisheries B.E.2558 (2015) , Section 114 and 134.

**Section 114.** The following acts shall be regarded as fishing operations constituting severe infringements pursuant to section 113:

(1) use of a stateless vessel to engage in a fishing operation pursuant to section 10; (2) fishing without a fishing license or a license for the use of a fishing gear pursuant to section 31, section 32, section 35, section 36 or section 48; (3) failure to comply with section 81; (4) preparing a fishing logbook or reporting a fishing operation based on a false document or destroying a document or evidence related to the commission of an offence; (5) fishing in excess of the quantities or the condition prescribed in section 36, fishing in a prohibited area pursuant to section 56, or fishing during a prohibited period pursuant to section 70; (6) modification of a fishing gear under section 42, or use of a prohibited fishing gear pursuant to section 67, section 68, section 69 or section 71(1); (7) fishing in violation of rules prescribed by a coastal state or an international organisation pursuant to section 49; (8) catching aquatic animals or taking aquatic animals of a smaller size than that prescribed onto a fishing vessel pursuant to section 57; (9) catching aquatic animals or taking aquatic animals prescribed onto a fishing vessel pursuant to section 66; (10) transshipping aquatic animals and aquatic animal products in violation of the rules under section 87, section 88 or section 89; (11) falsifying, concealing or changing a vessel's mark or registration; (12) obstructing the performance of duties by a competent official or observer, or concealing, tempering with or disposing of evidence relating to an investigation conducted by a competent official; (13) participating in, providing support to or securing essential basics to a fishing vessel undertaking IUU fishing; (14) committing more than three offences other than those stated under (1) to (13) above within any one-year period, regardless of whether or not the offences are identical.

**Section 134.** Any person violating section 49 shall be subject to a fine of between two million baht and ten million baht, or to a fine of five times the value of the aquatic animals obtained from the fishing operation. In whichever case, the higher fine shall apply. Any offender pursuant to paragraph one using a vessel of a size from sixty gross tonnage up to less than one hundred and fifty gross tonnage shall be subject to a fine of between ten million baht and twenty million baht, or to a fine of five times the value of the aquatic animals obtained from the fishing operation. In whichever case, the higher fine shall apply. Any offender pursuant to paragraph one using a vessel of a size from one hundred and fifty gross tonnage onwards shall be subject to a fine of between twenty million baht and thirty million baht, or to a fine of five times the value of the aquatic animals obtained from the fishing operation. In whichever case, the higher fine shall apply.

### 3. Conserver à bord, de transborder, de débarquer, de stocker, de vendre ou de proposer à la vente tout ou partie des carcasses de requins-renards, d'une des espèces de la famille des *Alopiidae* ?

- Est mis en oeuvre (interdit) dans la législation nationale

Since: Updated 07/05/2024

- Since: -

- Raisons: -

**Législation nationale et T&C ATF Avec provision de** ne pas conserver à bord, transborder, débarquer, stocker, vendre ou proposer à la vente tout ou partie des carcasses de requins-renards, d'une des espèces de la famille des *Alopiidae* ?

Oui le 20 janvier 2025 - 08:15

**Reference lois, regulations ?**

Notification of the Department of Fisheries On Requirement and Regulations of Fishing Vessels Operating Outside Thai Water in IOTC Area of Competence (IOTC) B.E. 2567 (2024)

### **Résolution 13/06 Sur un cadre scientifique et de gestion pour la conservation des requins captures en association avec des pêcheries gérées par la CTOI**



**Interdiction : de conserver à bord, transborder, débarquer, stocker, vendre des requins océaniques en 2024 - Date limite: 23/1/2025**

## 1. Avez-vous mis en œuvre l'obligation ?

- OUI - Implementée

## 2. Il existe un système ou des procédures pour suivre et pour garantir l'application par les navires nationaux de Thaïlande de l'interdiction sur les requins océaniques:

- OUI - CPC a système / procédures permettant de suivre l'application de cette mesure exécutoire, ET de prendre des mesures concernant des infractions potentielles

### a. Système ou des procédures permettant de suivre l'application des mesures exécutoires CTOI sont

- Mesures exécutoires CTOI, des navires/personnes, suivies et contrôlés par l'administration gouvernementale des pêches avec des procédures institutionnelles mises en œuvre
- Procédures (SOP) d'inspection au port mises en œuvre par les agences nationales de SCS inclues la vérification des obligations CTOI

Décrire : The Thai IOTC focal point (Overseas Fisheries Analysis, Monitoring and Surveillance Group, Fishing Operation and Fleets Management Division; FFMD) officially requests the Fish Quarantine and Fishing Vessels Inspection Division (FQID) which has a duty to control the port in - port out activities including inspection the vessels before operate at sea until return to port, to report the data collected by this programme in e-MARIS system such as logbook, catch data etc. After FQID reported data in the system, data will be requested for approval. FFMD will submit the report to the DG of Department of Fisheries (DoF) in order to, get the official approve and then FFMD will submit the report to IOTC via e-MARIS system. Moreover, Fishing and Fleets Management Division can control the fishing activities through VMS, ERS and EM.

### b. Système ou des procédures permettant de répondre à des cas de non-application sont

- Institués par le droit national & mis en œuvre par le Gouvernement
- Institués par arrêtés administratifs mis en œuvre par le Gouvernement
- Mise en œuvre d'actions correctives/préventives pour prévenir la récurrence des non-conformités & des infractions
- Promouvoir la connaissance/compréhension de l'industrie de la nécessité de participation coopérative aux activités de SCS pour garantir la conformité & pour prévenir/dissuader/éliminer la pêche INN

Décrire : After the Thai IOTC focal point, FFMD receives information from IOTC, FFMD will officially request FQID and other group in FFMD to check data and clarify information. They crosscheck data and occasionally contacts Fish Inspection Offices (FIO) and relevant group for verification, if needed, before officially submitting the clarification to FFMD. Then, FFMD will submit the clarification to IOTC secretariat via email or e-MARIS system.

### c. Mesures en ce qui concerne des infractions potentielles

- Suspend/annule/révoque licence/ATF
- Confiscation des biens tels que le bateau, le matériel et le poisson
- Amende
- Autres sanctions (précisez ci-dessous)

Décrire :

Punitive is specify in the Royal Ordinance on Fisheries B.E.2558 (2015) , Section 114 and 134.

**Section 114.** The following acts shall be regarded as fishing operations constituting severe infringements pursuant to section 113:

(1) use of a stateless vessel to engage in a fishing operation pursuant to section 10; (2) fishing without a fishing license or a license for the use of a fishing gear pursuant to section 31, section 32, section 35, section 36 or section 48; (3) failure to comply with section 81; (4) preparing a fishing logbook or reporting a fishing operation based on a false document or destroying a document or evidence related to the commission of an offence; (5) fishing in excess of the quantities or the condition prescribed in section 36, fishing in a prohibited area pursuant to section 56, or fishing during a prohibited period pursuant to section 70; (6) modification of a fishing gear under section 42, or use of a prohibited fishing gear pursuant to section 67, section 68, section 69 or section 71(1); (7) fishing in violation of rules prescribed by a coastal state or an international organisation pursuant to section 49; (8) catching aquatic animals or taking aquatic animals of a smaller size than that prescribed onto a fishing vessel pursuant to section 57; (9) catching aquatic animals or taking aquatic animals prescribed onto a fishing vessel pursuant to section 66; (10) transshipping aquatic animals and aquatic animal products in violation of the rules under section 87, section 88 or section 89; (11) falsifying, concealing or changing a vessel's mark or registration; (12) obstructing the performance of

duties by a competent official or observer, or concealing, tempering with or disposing of evidence relating to an investigation conducted by a competent official; (13) participating in, providing support to or securing essential basics to a fishing vessel undertaking IUU fishing; (14) committing more than three offences other than those stated under (1) to (13) above within any one-year period, regardless of whether or not the offences are identical.

**Section 134.** Any person violating section 49 shall be subject to a fine of between two million baht and ten million baht, or to a fine of five times the value of the aquatic animals obtained from the fishing operation. In whichever case, the higher fine shall apply. Any offender pursuant to paragraph one using a vessel of a size from sixty gross tonnage up to less than one hundred and fifty gross tonnage shall be subject to a fine of between ten million baht and twenty million baht, or to a fine of five times the value of the aquatic animals obtained from the fishing operation. In whichever case, the higher fine shall apply. Any offender pursuant to paragraph one using a vessel of a size from one hundred and fifty gross tonnage onwards shall be subject to a fine of between twenty million baht and thirty million baht, or to a fine of five times the value of the aquatic animals obtained from the fishing operation. In whichever case, the higher fine shall apply.

### 3. Retenir à bord, transborder, débarquer ou stocker tout ou partie de carcasses de requins océaniques:

- Est mis en oeuvre (interdit) dans la législation nationale

Since: Updated 07/05/2024

– Since: –

– Raisons: –

**Législation nationale et T&C ATF Avec provision de l'interdiction sur les requins océaniques ?**

Oui le 20 janvier 2025 - 11:33

**Reference lois, regulations ?**

Notification of the Department of Fisheries On Requirement and Regulations of Fishing Vessels Operating Outside Thai Water in IOTC Area of Competence (IOTC) B.E. 2567 (2024)

**Information complémentaire sur la mise en œuvre de cette obligation ?**

–

## **Résolution 19/03 Sur la conservation des raies Mobulidae capturées en association avec les pêcheries dans la zone de compétence de la CTOI**



### **Interdiction : de conserver a bord, transborder, débarquer, stocker des raies Mobulidae en 2024 - Date limite: 23/1/2025**

#### 1. Avez-vous mis en œuvre l'obligation ?

- OUI - Implementée

#### 2. Il existe un système ou des procédures pour suivre et pour garantir l'application par les navires nationaux de Thaïlande de l'interdiction à tous les navires de conserver à bord, de transborder, de débarquer, de stocker des parties ou la totalité de la carcasse des Mobulidae capturées dans la zone de la compétence de la CTOI :

- OUI - CPC a système/ procédures permettant de suivre l'application de cette mesure exécutoire, ET de prendre des mesures concernant des infractions potentielles

##### a. Système ou des procédures permettant de suivre l'application des mesures exécutoires CTOI sont

- Mesures exécutoires CTOI, des navires/personnes, suivies et contrôlés par l'administration gouvernementale des pêches avec des procédures institutionnelles mises en oeuvre
- Procédures (SOP) d'inspection au port mises en oeuvre par les agences nationales de SCS inclues la vérification des obligations CTOI

Décrire : The Thai IOTC focal point (Overseas Fisheries Analysis, Monitoring and Surveillance Group, Fishing Operation and Fleets Management Division; FFMD) officially requests the Fish Quarantine and Fishing Vessels Inspection Division (FQID) which has a duty to control the port in - port out activities including inspection the vessels before operate at sea, to report the data collected by this programme in e-MARIS system. After FQID reported data in the system, data will be requested for approval. FFMD will submit the report to the DG of Department of Fisheries (DoF) in order to, get the official approve and then FFMD will submit the report to IOTC via e-MARIS system.

##### b. Système ou des procédures permettant de répondre à des cas de non-application sont

- Institués par le droit national & mis en oeuvre par le Gouvernement
- Institués par arrêtés administratifs mis en oeuvre par le Gouvernement
-

Promouvoir la connaissance/compréhension de l'industrie de la nécessité de participation coopérative aux activités de SCS pour garantir la conformité & pour prévenir/dissuader/éliminer la pêche INN

Décrire : After the Thai IOTC focal point, FFMD receives information from IOTC, FFMD will officially request FQID to check data and clarify information. FQID crosschecks data and occasionally contacts Fish Inspection Offices (FIO) for verification, if needed, before officially submitting the clarification to FFMD. Then, FFMD will submit the clarification to IOTC secretariat via email or e-MARIS system.

c. Mesures en ce qui concerne des infractions potentielles

- Suspend/annule/révoque licence/ATF
- Confiscation des biens tels que le bateau, le matériel et le poisson
- Amende
- Autres sanctions (précisez ci-dessous)

Décrire :

Punitive is specify in the Royal Ordinance on Fisheries B.E.2558 (2015) , Section 114 and 134.

**Section 114.** The following acts shall be regarded as fishing operations constituting severe infringements pursuant to section 113:

(1) use of a stateless vessel to engage in a fishing operation pursuant to section 10; (2) fishing without a fishing license or a license for the use of a fishing gear pursuant to section 31, section 32, section 35, section 36 or section 48; (3) failure to comply with section 81; (4) preparing a fishing logbook or reporting a fishing operation based on a false document or destroying a document or evidence related to the commission of an offence; (5) fishing in excess of the quantities or the condition prescribed in section 36, fishing in a prohibited area pursuant to section 56, or fishing during a prohibited period pursuant to section 70; (6) modification of a fishing gear under section 42, or use of a prohibited fishing gear pursuant to section 67, section 68, section 69 or section 71(1); (7) fishing in violation of rules prescribed by a coastal state or an international organisation pursuant to section 49; (8) catching aquatic animals or taking aquatic animals of a smaller size than that prescribed onto a fishing vessel pursuant to section 57; (9) catching aquatic animals or taking aquatic animals prescribed onto a fishing vessel pursuant to section 66; (10) transshipping aquatic animals and aquatic animal products in violation of the rules under section 87, section 88 or section 89; (11) falsifying, concealing or changing a vessel's mark or registration; (12) obstructing the performance of duties by a competent official or observer, or concealing, tempering with or disposing of evidence relating to an investigation conducted by a competent official; (13) participating in, providing support to or securing essential basics to a fishing vessel undertaking IUU fishing; (14) committing more than three offences other than those stated under (1) to (13) above within any one-year period, regardless of whether or not the offences are identical.

**Section 134.** Any person violating section 49 shall be subject to a fine of between two million baht and ten million baht, or to a fine of five times the value of the aquatic animals obtained from the fishing operation. In whichever case, the higher fine shall apply. Any offender pursuant to paragraph one using a vessel of a size from sixty gross tonnage up to less than one hundred and fifty gross tonnage shall be subject to a fine of between ten million baht and twenty million baht, or to a fine of five times the value of the aquatic animals obtained from the fishing operation. In whichever case, the higher fine shall apply. Any offender pursuant to paragraph one using a vessel of a size from one hundred and fifty gross tonnage onwards shall be subject to a fine of between twenty million baht and thirty million baht, or to a fine of five times the value of the aquatic animals obtained from the fishing operation. In whichever case, the higher fine shall apply.

**3. Conserver à bord, transborder, débarquer, stocker toute partie ou carcasse entière de raies *Mobulidae* capturées dans la zone de compétence de la CTOI:**

- Est mis en oeuvre (interdit) dans la législation nationale

Depuis: Updated 07/05/2024

- Depuis: -

- Raisons: -

**Législation nationale et T&C ATF Avec provision de l'interdiction à tous les navires de conserver à bord, de transborder, de débarquer, de stocker des parties ou la totalité de la carcasse des *Mobulidae* capturées dans la zone de la compétence de la CTOI ?**

Oui le 20 janvier 2025 - 11:40

**Reference lois, regulations ?**

Notification of the Department of Fisheries On Requirement and Regulations of Fishing Vessels Operating Outside Thai Water in IOTC Area of Competence (IOTC) B.E. 2567 (2024)

**Information complémentaire sur la mise en œuvre de cette obligation ?**

NONE

**Interdiction: de gaffer, soulever par les fentes branchiales/spiracles, percer des trous à travers les corps des raies *Mobulidae* vivantes en 2024 - Date limite: 23/1/2025**

1. Did you implement the obligation ? 1. Avez-vous mis en œuvre l'obligation ?

- OUI - Implementée

## 2. Il existe un système ou des procédures pour suivre et pour garantir l'application par les navires nationaux de Thaïlande de:

- L'interdiction de gaffer, de soulever par les fentes branchiales/spiracles, de percer des trous dans le corps des raies mobulides
- L'obligation de lâcher vivant, mise en place de procédures de manipulation pour lâcher les raies *Mobulidae* vivantes
- OUI - CPC a système / procédures permettant de suivre l'application de cette mesure exécutoire, ET de prendre des mesures concernant des infractions potentielles

### a. Système ou des procédures permettant de suivre l'application des mesures exécutoires CTOI sont

- Mesures exécutoires CTOI, des navires/personnes, suivies et contrôlés par l'administration gouvernementale des pêches avec des procédures institutionnelles mises en œuvre
- Procédures (SOP) d'inspection au port mises en œuvre par les agences nationales de SCS inclues la vérification des obligations CTOI

Décrire : The Thai IOTC focal point (Overseas Fisheries Analysis, Monitoring and Surveillance Group, Fishing Operation and Fleets Management Division; FFMD) officially requests the Fish Quarantine and Fishing Vessels Inspection Division (FQID) which has a duty to control the port in - port out activities including inspection the vessels before operate at sea, to report the data collected by this programme in e-MARIS system. After FQID reported data in the system, data will be requested for approval. FFMD will submit the report to the DG of Department of Fisheries (DoF) in order to, get the official approve and then FFMD will submit the report to IOTC via e-MARIS system.

### b. Système ou des procédures permettant de répondre à des cas de non-application sont

- Institués par la réglementation nationale mis en œuvre par le Gouvernement
- Institués par arrêtés administratifs mis en œuvre par le Gouvernement
- Mise en œuvre d'actions correctives/préventives pour prévenir la récurrence des non-conformités & des infractions
- Promouvoir la connaissance/compréhension de l'industrie de la nécessité de participation coopérative aux activités de SCS pour garantir la conformité & pour prévenir/dissuader/éliminer la pêche INN

Décrire : After the Thai IOTC focal point, FFMD receives information from IOTC, FFMD will officially request FQID to check data and clarify information. FQID crosschecks data and occasionally contacts Fish Inspection Offices (FIO) for verification, if needed, before officially submitting the clarification to FFMD. Then, FFMD will submit the clarification to IOTC secretariat via email or e-MARIS system.

### c. Mesures en ce qui concerne des infractions potentielles

- Suspend/annule/révoque licence/ATF
- Confiscation des biens tels que le bateau, le matériel et le poisson
- Amende
- Autres sanctions (précisez ci-dessous)

Décrire :

Punitive is specify in the Royal Ordinance on Fisheries B.E.2558 (2015) , Section 114 and 134.

**Section 114.** The following acts shall be regarded as fishing operations constituting severe infringements pursuant to section 113:

(1) use of a stateless vessel to engage in a fishing operation pursuant to section 10; (2) fishing without a fishing license or a license for the use of a fishing gear pursuant to section 31, section 32, section 35, section 36 or section 48; (3) failure to comply with section 81; (4) preparing a fishing logbook or reporting a fishing operation based on a false document or destroying a document or evidence related to the commission of an offence; (5) fishing in excess of the quantities or the condition prescribed in section 36, fishing in a prohibited area pursuant to section 56, or fishing during a prohibited period pursuant to section 70; (6) modification of a fishing gear under section 42, or use of a prohibited fishing gear pursuant to section 67, section 68, section 69 or section 71(1); (7) fishing in violation of rules prescribed by a coastal state or an international organisation pursuant to section 49; (8) catching aquatic animals or taking aquatic animals of a smaller size than that prescribed onto a fishing vessel pursuant to section 57; (9) catching aquatic animals or taking aquatic animals prescribed onto a fishing vessel pursuant to section 66; (10) transshipping aquatic animals and aquatic animal products in violation of the rules under section 87, section 88 or section 89; (11) falsifying, concealing or changing a vessel's mark or registration; (12) obstructing the performance of duties by a competent official or observer, or concealing, tempering with or disposing of evidence relating to an investigation conducted by a competent official; (13) participating in, providing support to or securing essential basics to a fishing vessel undertaking IUU fishing; (14) committing more than three offences other than those stated under (1) to (13) above within any one-year period, regardless of whether or not the offences are identical.

**Section 134.** Any person violating section 49 shall be subject to a fine of between two million baht and ten million baht, or to a fine of five times the value of the aquatic animals obtained from the fishing operation. In whichever case, the higher fine shall

apply. Any offender pursuant to paragraph one using a vessel of a size from sixty gross tonnage up to less than one hundred and fifty gross tonnage shall be subject to a fine of between ten million baht and twenty million baht, or to a fine of five times the value of the aquatic animals obtained from the fishing operation. In whichever case, the higher fine shall apply. Any offender pursuant to paragraph one using a vessel of a size from one hundred and fifty gross tonnage onwards shall be subject to a fine of between twenty million baht and thirty million baht, or to a fine of five times the value of the aquatic animals obtained from the fishing operation. In whichever case, the higher fine shall apply.

### 3. Gaffer, soulever par les fentes branchiales/spiracles, percer des trous à travers le corps des raies mobulides :

- Est mis en oeuvre (interdit) par la législation nationale

Depuis: Updated 07/05/2024

- Depuis: -
- Raisons: -

Information complémentaire sur la mise en oeuvre de cette obligation:

NONE

### 4. L'obligation de relâcher vivantes, de mise en place de procédures de manipulation pour la mise à l'eau des raies mobulides:

- Est requis par la législation nationale

Depuis: Updated 07/05/2024

- Depuis: -
- Raisons: -

Information complémentaire sur la mise en oeuvre de cette obligation: NONE

Législation nationale et T&C ATF Avec provision de:

- **L'interdiction de gaffer, de soulever par les fentes branchiales/spiracles, de percer des trous dans le corps des raies mobulides**
- **L'obligation de lâcher vivant, mise en place de procédures de manipulation pour lâcher les raies mobulidae vivants?**

Oui le 20 janvier 2025 - 07:45

Reference lois, regulations ?

Notification of the Department of Fisheries On Requirement and Regulations of Fishing Vessels Operating Outside Thai Water in IOTC Area of Competence (IOTC) B.E. 2567 (2024)

Information complémentaire sur la mise en oeuvre de cette obligation ?

NONE

## **Résolution 12/04 Sur la conservation des tortues marines**



### **Obligation : Les palangriers doivent avoir à bord et utiliser des coupe-lignes et des dégorgeoirs en 2024 - Date limite: 23/1/2025**

#### 1. Avez-vous mis en oeuvre l'obligation ?

- Rapport NUL / Non Applicable - CPC a aucun palangrier actif en 2024

#### 2. Il existe un système ou des procédures pour suivre et pour garantir l'application, par les palangriers du pavillon de Thaïlande, de l'obligation de posséder à bord et d'employer des coupes-lignes et des dégorgeoirs:

- OUI - CPC a système / procédures permettant de suivre l'application de cette mesure exécutoire, ET de prendre des mesures concernant des infractions potentielles

a. Système ou des procédures permettant de suivre l'application des mesures exécutoires CTOI sont

- Mesures exécutoires CTOI, des navires/personnes, suivies et contrôlés par l'administration gouvernementale des pêches avec des procédures institutionnelles mises en oeuvre
- Procédures (SOP) d'inspection au port mises en oeuvre par les agences nationales de SCS inclues la vérification des obligations CTOI

Décrire : -

b. Système ou des procédures permettant de répondre à des cas de non-application sont

- Institués par la réglementation nationale mis en oeuvre par le Gouvernement
- Promouvoir la connaissance/compréhension de l'industrie de la nécessité de participation coopérative aux activités de SCS pour garantir la conformité & pour prévenir/dissuader/éliminer la pêche INN



Décrire : –

c. Mesures en ce qui concerne des infractions potentielles

- Suspend/annule/révoque licence/ATF
- Confiscation des biens tels que le bateau, le matériel et le poisson
- Amende

Décrire : –

**3. L'obligation de posséder à bord pour tous les palangriers de pavillon Thaïlande et d'employer des coupes-lignes et des dégorgeoirs:**

- Est requis/mis en oeuvre par la législation nationale

Depuis: 07/05/2024

– Depuis: –

– Raisons: –

**Législation nationale et T&C ATF Avec provision de l'obligation de posséder à bord et d'employer des coupes-lignes et des dégorgeoirs ?**

Oui Le 20 janvier 2025 - 07:27

**Reference lois, regulations ?**

Notification of the Department of Fisheries On Requirement and Regulations of Fishing Vessels Operating Outside Thai Water in IOTC Area of Competence (IOTC) B.E. 2567 (2024)

**Information complémentaire sur la mise en oeuvre de cette obligation ?**

–

**Résolution 18/05 Sur des mesures de gestion pour la conservation des poissons porte-épées : marlin rayé, marlin noir, marlin bleu et voilier indopacifique**



**Interdiction : de retenir à bord, transborder, débarquer, tout spécimen inférieur à 60 cm de longueur mâchoire inférieure-fourche en 2024 - Date limite: 23/1/2025**

**1. Avez-vous mis en oeuvre l'obligation ?**

- OUI - Implementée

**2. Il existe un système ou des procédures pour suivre et pour garantir l'application, par les navires nationaux, l'interdiction de retenir à bord, transborder, débarquer, tout marlin rayé, marlin noir, marlin bleu, voilier indopacifique de moins de 60 cm de longueur fourche-mâchoire inférieure:**

- OUI - CPC a système / procédures permettant de suivre l'application de cette mesure exécutoire, ET de prendre des mesures concernant des infractions potentielles

a. Système ou des procédures permettant de suivre l'application des mesures exécutoires CTOI sont

- Mesures exécutoires CTOI, des navires/personnes, suivies et contrôlés par l'administration gouvernementale des pêches avec des procédures institutionnelles mises en oeuvre

Décrire : The Thai IOTC focal point (Overseas Fisheries Analysis, Monitoring and Surveillance Group, Fishing Operation and Fleets Management Division; FFMD) officially requests the Fish Quarantine and Fishing Vessels Inspection Division (FQID) which has a duty to control the port in - port out activities including inspection the vessels before operate at sea until return to port, to report the data collected by this programme in e-MARIS system such as logbook, catch data etc. After FQID reported data in the system, data will be requested for approval. FFMD will submit the report to the DG of Department of Fisheries (DoF) in order to, get the official approve and then FFMD will submit the report to IOTC via e-MARIS system.

b. Système ou des procédures permettant de répondre à des cas de non-application sont

- Institués par la réglementation nationale mis en oeuvre par le Gouvernement
- Institués par arrêtés administratifs mis en oeuvre par le Gouvernement
- Mise en oeuvre d'actions correctives/préventives pour prévenir la récurrence des non-conformités & des infractions
- Promouvoir la connaissance/compréhension de l'industrie de la nécessité de participation coopérative aux activités de SCS pour garantir la conformité & pour prévenir/dissuader/éliminer la pêche INN

Décrire : After the Thai IOTC focal point, FFMD receives information from IOTC, FFMD will officially request FQID to check data and clarify information. FQID crosschecks data and occasionally contacts Fish Inspection Offices (FIO) for verification, if needed, before officially submitting the clarification to FFMD. Then, FFMD will submit the clarification to IOTC secretariat via email or e-MARIS system.

c. Mesures en ce qui concerne des infractions potentielles

- Suspend/annule/révoque licence/ATF
- Confiscation des biens tels que le bateau, le matériel et le poisson
- Amende

Décrire :

Punitive is specify in the Royal Ordinance on Fisheries B.E.2558 (2015) , Section 114 and 134.

Section 114. The following acts shall be regarded as fishing operations constituting severe infringements pursuant to section 113:

(1) use of a stateless vessel to engage in a fishing operation pursuant to section 10; (2) fishing without a fishing license or a license for the use of a fishing gear pursuant to section 31, section 32, section 35, section 36 or section 48; (3) failure to comply with section 81; (4) preparing a fishing logbook or reporting a fishing operation based on a false document or destroying a document or evidence related to the commission of an offence; (5) fishing in excess of the quantities or the condition prescribed in section 36, fishing in a prohibited area pursuant to section 56, or fishing during a prohibited period pursuant to section 70; (6) modification of a fishing gear under section 42, or use of a prohibited fishing gear pursuant to section 67, section 68, section 69 or section 71(1); (7) fishing in violation of rules prescribed by a coastal state or an international organisation pursuant to section 49; (8) catching aquatic animals or taking aquatic animals of a smaller size than that prescribed onto a fishing vessel pursuant to section 57; (9) catching aquatic animals or taking aquatic animals prescribed onto a fishing vessel pursuant to section 66; (10) transshipping aquatic animals and aquatic animal products in violation of the rules under section 87, section 88 or section 89; (11) falsifying, concealing or changing a vessel's mark or registration; (12) obstructing the performance of duties by a competent official or observer, or concealing, tempering with or disposing of evidence relating to an investigation conducted by a competent official; (13) participating in, providing support to or securing essential basics to a fishing vessel undertaking IUU fishing; (14) committing more than three offences other than those stated under (1) to (13) above within any one-year period, regardless of whether or not the offences are identical.

Section 134. Any person violating section 49 shall be subject to a fine of between two million baht and ten million baht, or to a fine of five times the value of the aquatic animals obtained from the fishing operation. In whichever case, the higher fine shall apply. Any offender pursuant to paragraph one using a vessel of a size from sixty gross tonnage up to less than one hundred and fifty gross tonnage shall be subject to a fine of between ten million baht and twenty million baht, or to a fine of five times the value of the aquatic animals obtained from the fishing operation. In whichever case, the higher fine shall apply. Any offender pursuant to paragraph one using a vessel of a size from one hundred and fifty gross tonnage onwards shall be subject to a fine of between twenty million baht and thirty million baht, or to a fine of five times the value of the aquatic animals obtained from the fishing operation. In whichever case, the higher fine shall apply.

**3. L'interdiction de retenir à bord, transborder, débarquer, tout marlin rayé, marlin noir, marlin bleu, voilier indopacifique de moins de 60 cm de longueur fourche-mâchoire inférieure:**

- Est mis en oeuvre (interdit) dans la législation nationale

Depuis: Updated 07/05/2024

- Depuis: -

- Raisons: -

**Législation nationale et T&C ATF Avec les dispositions Interdiction :** de retenir à bord, transborder, débarquer, tout spécimen inférieur à 60 cm de longueur mâchoire inférieure-fourche ?

Oui le 20 janvier 2025 - 07:51

**Référence juridique des lois, règlements et instructions administratives en vigueur relative à cette exigence ?**

Notification of the Department of Fisheries On Requirement and Regulations of Fishing Vessels Operating Outside Thai Water in IOTC Area of Competence (IOTC) B.E. 2567 (2024)

**Information complémentaire sur la mise en œuvre de cette obligation ?**

NONE

## 2.9 Mécanisme Régional d'Observateurs

### Résolution 22/04 Sur un Mécanisme Régional d'Observateurs



## **Obligation : Couverture d'observateurs obligatoire de 5% en mer (tous les navires) en 2023**

### **- Date limite: 17/11/2024**

#### **1. Avez-vous mis en œuvre l'obligation ?**

- 1. Rapport NUL / Non Applicable - Aucun navire de pêche de 24 mètres de longueur hors tout et plus dans le registre des navires autorisés ou actif en 2023
- 2. Rapport NUL / Non Applicable - Aucun navire de pêche de moins de 24 mètres opérant en dehors de la ZEE dans le registre des navires autorisés ou actif en 2023

#### **2. Un système ou des procédures existent pour mettre en œuvre un programme d'observateurs en mer, et l'obligation contraignante de couverture d'observateurs minimale de 5%, définie par le nombre d'opérations/calées ?**

a. Système ou des procédures pour mettre en œuvre cette obligation contraignante?

Décrire : -

b. Système ou procédures pour répondre au non-respect de cette obligation contraignante?

Décrire : -

c. Mesures à prendre en cas de non-respect de cette obligation contraignante ?

Décrire : -

#### **Documents sur le système/les procédures ?**

Non le -

#### **3. Le nombre de navires surveillés et la couverture obtenue par type d'engin ont été communiqués au Secrétariat de la CTOI et au Comité scientifique de la CTOI?**

Si la couverture est inférieure à 5 %, veuillez expliquer et fournir des informations supplémentaires ?

Type d'engin de pêche	Nb de navires observés/suivis	Effort de pêche observés/suivis	Couverture en (%)	Couverture estimée par Secrétariat
Senne tournante	-	-	-	-
Palangre	-	-	-	-
Filet maillant	-	-	-	-
Canneur	-	-	-	-
Ligne à main	-	-	-	-
Autres engins de pêche	-	-	-	-

#### **Rapport - nombre de navires surveillés & couverture par type d'engin pour le programme d'observateur en mer ?**

Non le -

#### **Commentaire concernant votre soumission et la mise en œuvre de cette exigence ?**

-

**Législation nationale avec les dispositions pour mettre en œuvre un programme d'observateurs en mer, et pour pour mettre en œuvre la couverture minimale de 5% pour le programme d'observateur en mer ?**

Non le –

Référence juridique des lois, règlements et instructions administratives en vigueur relative à cette exigence ?

## **Information requise : Couverture obligatoire de 5% des débarquements des navires de pêche artisanaux en 2023 - Date limite: 17/11/2024**

1. Avez-vous mis en œuvre l'obligation ?

- OUI - Implementée

2. Un système ou des procédures existent pour mettre en œuvre un programme d'échantillonnage côtier (suivi des débarquements des navires de pêche côtière), et l'obligation contraignante de couverture de 5% du niveau total d'activité des navires (nombre total de marées ou nombre total de bateaux en activité) ?

- OUI - CPC a système / procédures permettant de suivre l'application de cette mesure exécutoire, ET de prendre des mesures concernant des infractions potentielles

a. Système ou des procédures pour mettre en œuvre cette obligation contraignante ?

- Mesures exécutoires CTOI, des navires/personnes, suivies et contrôlés par l'administration gouvernementale des pêches avec des procédures institutionnelles mises en oeuvre

Décrire : The Thai IOTC focal point (Overseas Fisheries Analysis, Monitoring and Surveillance Group, Fishing Operation and Fleets Management Division; FFMD) officially requests the Fish Quarantine and Fishing Vessels Inspection Division (FFID) which has a duty to control landing inspection at ports of fish and fishery products. There was 5% of purse seine vessel trips were monitored the offloading at port and crosschecked data with logbook. FFID reports the data collected by this programme in e-MARIS system. After FFID reported data in the system, data will be requested for approval. FFMD will submit the report to the DG of Department of Fisheries (DoF) in order to get the official approve and then FFMD will submit the report to IOTC via e-MARIS system

b. Système ou procédures pour répondre au non-respect de cette obligation de déclaration contraignante:

- Institués par le droit national & mis en oeuvre par le Gouvernement

Décrire :

FFID headquarter will crosscheck data with Fish Inspection Office (FIO) in place, in case of the coverage is less than 5 %

FFID headquarter will increase the number of landing inspection at ports.

Then, FFMD will submit the clarification to IOTC secretary via email or e-MARIS system.

c. Mesures à prendre en cas de non-respect de cette obligation de déclaration contraignante :

- Autres sanctions (précisez ci-dessous)

Décrire :

FFID headquarter will crosscheck data with Fish Inspection Office (FIO) in place, in case of the coverage is less than 5 %

FFID headquarter will increase the number of landing inspection at ports.

Then, FFMD will submit the clarification to IOTC secretary via email or e-MARIS system.

**Des documents sur le système/les procédures ?**

Oui le 12 novembre 2024 - 07:08

3. La couverture est d'au moins 5 % des débarquements des navires de pêche artisanale pour tous les engins de pêche :

- Couverture est = ou > 5 % (pour tous les engins de pêche/navires artisanaux)

Si la couverture est inférieure à 5 %, veuillez expliquer et fournir des informations supplémentaires ?

**Schémas d'échantillonnage (débarquements de navires cotiers artisanaux) :**

Type d'engin de pêche	Nombre total de marées échantillonnées	Nombre total de bateaux en activité	Couverture atteinte en (%)	Couverture estimée du Secrétariat en (%)
Senneur côtier	1444	23979	6.022	–

Palangre côtière	-	-	-	-
Filet maillant côtier	-	-	-	-
Canneur côtier	-	-	-	-
Ligne à main côtière	-	-	-	-
Ligne de Traine côtière	-	-	-	-
Sennes de plage côtière	-	-	-	-
Filets maillant encerclants côtiers	-	-	-	-
Filets tournants sans coulisse côtiers	-	-	-	-
Autre engin de pêche (Chalut, etc...)	-	-	-	-

**Rapport - nombre de navires suivies & couverture par type d'engin pour le plan d'échantillonnage des pêcheries côtières ?**

Oui le 12 novembre 2024 - 07:08

**Commentaire concernant votre soumission et la mise en œuvre de cette exigence ?**

The report is in table 3 of Thailand National Report for SC27.

**Législation nationale avec disposition pour mettre en œuvre un programme d'échantillonnage côtier (suivi des débarquements des navires de pêche côtière), pour mettre en œuvre une couverture minimale de 5% pour le plan d'échantillonnage des pêcheries côtières ?**

Oui le 12 novembre 2024 - 07:08

**Référence juridique des lois, règlements et instructions administratives en vigueur relative à cette exigence ?**

Notification of the Department of Fisheries On Defining Requirement and Procedures for Fishing Vessels Operating Outside Thai Waters B.E. 2563 (2021)

**Information requise : Rapports des observateurs embarqués en 2023 - Date limite: 17/11/2024**

**1. Avez-vous soumis les données/rapports/informations de cette obligation de déclaration ?**

- 1. Rapport NUL / Non Applicable - Aucun navire de pêche de 24 mètres de longueur hors tout et plus dans le registre des navires autorisés ou actif en 2023
- 2. Rapport NUL / Non Applicable - Aucun navire de pêche de moins de 24 mètres opérant en dehors de la ZEE dans le registre des navires autorisés ou actif en 2023

**2. Tous les rapports d'observateurs ont été fournis au secrétariat de la CTOI:**

-- Nombre total de marées observées par engin de pêche: -- Nombre total de rapports observateur fournis par engin de pêche:

--

-- Nombre total de marées observées par engin de pêche: -- Nombre total de rapports observateur fournis par engin de pêche:

--

-- Raisons: --

**3. Rapports d'observateurs soumis?**

Non le --

## 2.10 Programme de document statistique sur le patudo

### Résolution 01/06 concernant le programme CTOI de document statistique pour le patudo



#### **Information requise : Rapport 1er semestre 2024 – importations de patudo congelé - Date limite: 1/10/2024**

**1. Avez-vous soumis les données/rapports/informations de cette obligation de déclaration ?**

- OUI - Soumis

**2. Il existe un système de suivi des importations, exportations et réexportations de patudos congelés:**

- OUI - Un système existe pour suivre les importations, exportations et réexportations de patudos congelés

**3. Des patudos congelés furent importés au 1er semestre 2024 :**

- OUI - Des patudos congelés ont été importés au 1er semestre 2024

Quantité totale de patudos congelés importés au 1er semestre (kg):

134833

Spécifiez l'État du pavillon des navires via lesquels les patudos congelés furent importés:

- Taiwan, province de Chine
- Indonésie
- Malaisie
- Tanzanie

Si le pays ne figure pas dans la liste ci-dessus, indiquez:

--

**Rapport d'importation du 1er semestre soumis?**

Oui le 18 septembre 2024 - 07:58

#### **Information requise : Rapport 2e semestre 2023 – importations de patudo congelé - Date limite: 1/4/2024**

**1. Avez-vous soumis les données/rapports/informations de cette obligation de déclaration ?**

- OUI - Soumis

**2. Des patudos congelés furent importés au 2e semestre 2023?**

- OUI - Des patudos congelés ont été importés au 2e semestre 2023

Quantité totale de patudos congelés importés au 2e semestre (kg):

153,806.000

Spécifiez l'État du pavillon des navires via lesquels les patudos congelés furent importés:

- Taiwan, Province of Chine
- Indonésie

- Kenya
- Malaisie
- Afrique du Sud
- Tanzanie
- BLZ Bélize

Autres pays?

–

Rapport d'importation du 2<sup>ie</sup> semestre soumis ?

Oui le 11 mars 2024 - 12:57

## **Informations requises : informations sur la validation des documents statistique – autorités nationales et agents autorisés**

**en 2024 - Date limite: 23/1/2025**

1. Avez-vous soumis les données/rapports/informations de cette obligation de déclaration ?

–

2. Il existe un système de validation des exportations et réexportations de patudo congelés:

- OUI - Un système existe pour la validation des exportations et réexportations de patudo congelés.

3. Les informations sur la validation des documents statistiques, les autorités nationales et les agents habilités, est déclarées/mises à jour en 2024 ?

2.1 DECLARATION NOUVELLES INSTITUTIONS ET/OU NOUVEAUX AGENTS

- OUI - La mise à jour 2024 est fournie dans le tableau ci-dessous, pour les nouvelles institutions et/ou agents.

2.2 DECLARATION D'INSTITUTION ET/OU AGENT PLUS AUTORISÉ

–

2.3 DECLARATION DE CHANGEMENT DU CACHET DE L'INSTITUTION

–

Commentaire concernant votre soumission et la mise en œuvre de cette exigence ?

–

## **2.11 Plan provisoire pour reconstituer le stock d'albacore**

-----  
**Des informations supplémentaires / remarques concernant la complétude de la Section 2 du Questionnaire d'Application ?**

Aucune

# Section 3 – Contrôle par les états riverains de la CTOI des activités des navires étrangers dans les pêcheries de la CTOI

## 3.1 Programme d'inspection au port

### Résolution 05/03 Concernant l'établissement d'un programme CTOI d'inspection au port



#### Informations requises : Liste des navires étrangers débarquants en 2023 - Date limite: 1/7/2024

1. Avez-vous soumis les données/rapports/informations de cette obligation de déclaration ?

- OUI - Soumis

2. La liste des navires étrangers qui ont débarqué en 2023 et le détail des captures a été transmis au Secrétariat de la CTOI ?

- OUI – Des navires de pêche étrangers ont débarqué des espèces CTOI dans mes ports en 2023, l'information/donnée est fournie et chargée ci-dessous

Rapport sur la liste des navires étrangers & quantités débarquées dans vos ports soumis ?

Oui le 01 juillet 2024 - 10:44

### Résolution 16/11 Sur des mesures du ressort de l'État du port visant à prévenir, contrecarrer et éliminer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée



#### Informations requises : Liste des ports désignés, Autorités compétents désignées, Période de notification dans chaque CPC État du port en 2024 - Date limite: 23/1/2025

1 . Avez-vous mis en œuvre l'obligation ?

- OUI - Implementée

2. Un système ou des procédures existent pour mettre en œuvre cette obligation de déclaration contraignante ?

- OUI - CPC a système / procédures permettant de suivre l'application de cette mesure exécutoire, ET de prendre des mesures concernant des infractions potentielles

a. Système ou des procédures pour mettre en œuvre cette obligation contraignante?

- Mesures exécutoires CTOI, des navires/personnes, suivies et contrôlés par l'administration gouvernementale des pêches avec des procédures institutionnelles mises en œuvre
- Procédures définies dans le cadre du régime SCS des pêches mis en œuvre par des agences gouvernementales
- Inspections régulières de l'État du pavillon sont effectuées pour vérifier la conformité des navires avec les obligations CTOI
- Régime de contrôle & d'application par les navires avec outils de suivi, SSN, journaux de bord/documentation & observateurs des pêches
- Implémenté conformément aux Directives volontaires FAO pour la performance de l'État du pavillon afin d'exercer efficacement la juridiction et le contrôle sur les navires battant mon pavillon
- Procédures (SOP) d'inspection en mer mises en œuvre par les agences nationales de SCS inclues la vérification des obligations CTOI
- Procédures (SOP) d'inspection au port mises en œuvre par les agences nationales de SCS inclues la vérification des obligations CTOI



- Échange des informations et coordonne les activités entre les organismes nationaux chargés de l'application de la loi concernant la vérification des obligations CTOI

**Décrire :**

The Department of Fisheries, Thailand fully complies with the List of designated ports, Designated Competent Authority, and Prior notification periods which control and regulated under Sections 94, 95, and 96 of the Royal Ordinance on Fisheries B.E. 2558 (2015) and its amendment B.E. 2560 (2017). The competent port inspectors have been assigned by Section 102 of the Royal Ordinance on Fisheries B.E. 2558 (2015) and its amendment B.E. 2560 (2017) and have the power to enter, control, monitor, and inspect while the vessels request and arrive at designated ports.

In addition, the vessel conducting fishing operations and transshipment in the IOTC area should submit an AREP through both systems including e-PSM of Thailand and IOTC e-PSM. This is determined in our procedures to ensure compliance with PSMA, IOTC Res 16/11, our fisheries laws, and procedures which is the order of the Department of Fisheries, Thailand.

Pursuant to the Ministry of Agriculture and Cooperatives Notification on Advance Data Reporting, and Determining Ports for Non-Thai fishing vessels wishing to enter the Kingdom, this notification has been established under the provisions of section 95 of Royal Ordinance on Fisheries No. 2 B.E. 2558 (A.D. 2015) and its amended B.E. 2560 (A.D. 2017), The foreign-flagged vessels shall submit an Advance Request for Entry Port (AREP) in period of time, designated ports, and required documents in compliance with this subsidiary law through e-PSM system.

To enhance our capacity for control and monitoring, we also monitor foreign vessels under MOU between Thai inter-agencies including Thai Maritime Enforcement Command Center (Thai-MECC), Department of Fisheries, Marine Department, Ministry of Labour, Department of Marine and Coastal Resources, Marine Police under Royal Thai Police, Royal Thai Navy.

In case, the foreign-flagged vessel enters the Thai territorial sea (12 nm) without getting authorization to enter port from the Department of Fisheries, Marine Department shall suspend that vessel and deny the vessel to enter Thai territorial sea and share the information to DOF according to Notification of Department of Marine Department No. 51/2018 on Determination of Ship type, Criteria and Procedures for Vessels to Follow When Entering Thai Waters.

**b. Système ou procédures pour répondre au non-respect de cette obligation contraignante?**

- Institués par le droit national & mis en oeuvre par le Gouvernement
- Institués par la réglementation nationale mis en oeuvre par le Gouvernement
- Institués par arrêtés administratifs mis en oeuvre par le Gouvernement
- Analyse des infractions et causes de non-conformité sont examinées conformément aux procédures organisationnelles/opérationnelles
- Régime de sanctions empêche les navires d'avoir un comportement non conforme et de se livrer à la pêche INN ou à des activités liées à la pêche à l'appui de cette pêche
- Autorité & capacité à mener des enquêtes en temps opportun sur les violations, y compris l'établissement de l'identité des contrevenants et la nature des violations
- Système approprié pour l'acquisition, la collecte, la préservation et le maintien de l'intégrité des preuves
- Système de sanctions proportionnées à la gravité de la violation et d'une sévérité suffisante pour assurer efficacement le respect des obligations et décourager les violations, et priver les contrevenants des avantages découlant de leurs activités illégales

**Décrire :**

Pursuant to the Royal Ordinance on Fisheries B.E. 2558 (2015) and its amendment B.E. 2560 (2017), Thai competent authority (Fish Inspection Offices (FIO) under Fish Quarantine and Fishing Vessels Inspection Division; FQID) detects the vessels do not comply with our laws and procedures, the Department of Fisheries have power as follow;

1) Section 94: No person shall bring a non-Thai fishing vessel that has undertaken IUU fishing into the Kingdom, the sanction of this section is described in Section 159, any person violating Section 94 paragraph one or failing to comply with Section 96 shall be subject to a fine of between one million baht and thirty million baht, or a fine of five times the value of the aquatic animals or aquatic animal products. In whichever case, the higher fine shall apply.

2) Section 95:

A non-Thai fishing vessel wishing to import aquatic animals or aquatic animal products into the Kingdom shall notify in advance the competent official by no less than the period prescribed by the Minister. However, the Minister may not issue a notification requiring such advance notification longer than ninety-six hours before the fishing vessel arrives at a port. Such fishing vessel shall notify the information and enter the port as prescribed by the Minister.

The competent official shall verify the data pursuant to paragraph one and notify the master of the vessel within the time period prescribed by the Minister, which shall be no longer than twenty-four hours after having been notified of the request for a berthing or before the vessel will enter the Kingdom, whichever is earlier.

A fishing vessel which has submitted a notification but has not received a reply from a competent official under paragraph two shall be deemed permitted to enter a port.

In the case where a non-Thai vessel fails to comply with the rules under paragraph one, or where there is a cause for suspicion that the fishing vessel in question has undertaken an IUU fishing or has been involved in an IUU fishing, the competent official may deny the requested berthing or allow the requested berthing only in case of force majeure or distress relating to the safety of seamen or the fishing vessel, or for the purpose of inspecting the vessel and taking actions at least as effective against IUU fishing as denying the requested berthing.

3) Section 96:

paragraph 3; In a case in which the owner of the vessel or the master of the vessel cannot prove as per paragraph two, the Director-General shall have the power to order that fishing vessel to leave the Kingdom within a period of time prescribed and notify the flag state or any other country concerned and international organizations thereof.

paragraph 4; In the case where the fishing vessel does not leave the Kingdom within the period of time prescribed or when there exists clear evidence that the fishing vessel has undertaken IUU fishing, or in a case in which the fishing vessel is a stateless vessel, the Director-General shall have the power to order that the fishing vessel and all the properties on board any such vessel be confiscated and put up for sale by auction or destroyed. The proceeds of sale by auction shall, after deduction of expenses related to that sale and other expenses, be seized by the Department of Fisheries until the owner of the vessel or master of the vessel is able to provide proof under paragraph two. If the owner of the vessel or master of the vessel is unable to provide such proof within one year of the sale by auction, the proceeds of sale shall vest in the state, unless otherwise ordered by the court.

Additionally, for the procedure to control foreign-flagged vessels, if the vessels do not comply with the above-mentioned laws and regulations including, competent authorities under the Royal Ordinance on Fisheries have the power to deny port entry, and deny to use of the port. In the case of IUU vessels, if competent authorities detect and investigate, we shall notify the Director-General

c. Mesures à prendre en cas de non-respect de cette obligation contraignante ?

- Confiscation des biens tels que le bateau, le matériel et le poisson
- Amende
- Autres sanctions (précisez ci-dessous)

Décrire :

- 1) Competent authorities under the Royal Ordinance on Fisheries have the power to deny port entry, if we found vessels do not comply with the above-mentioned laws and regulations
- 2) The Director General shall have the power to order that vessel to leave the Kingdom within a period of time prescribed and if vessel does not leave the Kingdom within the period of time or exists clear evidence of undertaking IUU fishing.
- 3) The Director General has the power to confiscate fishing vessels and all the properties on board for sale by auction or destroyed comply with Royal Ordinance on Fisheries B.E 2560
- 4) The Marine Department fine imposed master comply with NAVIGATION IN THE THAI WATERS ACT (NO.17), B.E. 2560
- 5) The IMMIGRATION BUREAU fine imposed the fine Master and crews comply with the Immigration Act, B.E. 2522

**3. La liste des ports désignés a été transmise au Secrétariat de la CTOI ?**

- **OUI - La liste a déjà été soumise**

**4. La liste des ports désignés a été mise à jour / changée en 2024 et nous soumettons la liste actualisée des ports désignés pour :**

**4.1. NOUVEAUX PORTS DÉSIGNÉS**

- NON - La liste des ports désignés n'a PAS été mise à jour / changée en 2024 - Aucun NOUVEAU port désigné

**4.2. MISE À JOUR DES PORTS DÉJÀ DÉSIGNÉS**

- NON - La liste des ports désignés n'a PAS été mis à jours / changée en 2024 - AUCUNE mise à jour des ports désignés

**4.3. PORTS QUI NE SONT PLUS DÉSIGNÉS**

- NON - La liste des ports désignés n'a PAS été mis à jours / changée en 2024 - AUCUN port désigné à supprimer

**5. Les ports où les navires étrangers peuvent demander à entrer sont désignés par la législation nationale :**

- OUI – Les ports de CPC sont désignés par la législation nationale.

**Législation nationale avec disposition de désigner les ports, l'autorité compétente, la période de notification ?**

Oui le 23 janvier 2025 - 12:32

**Référence juridique des lois, règlements et instructions administratives en vigueur relative à cette exigence ?**

Pursuant to the Royal Ordinance on Fisheries B.E. 2558 (2015) and its amendment B.E. 2560 (2017), Thai competent authority (Fish Inspection Offices (FIO) under Fish Quarantine and Fishing Vessels Inspection Division; FQID) detects the vessels do not comply with our laws and procedures, the Department of Fisheries have power as follow;

1) Section 94: No person shall bring a non-Thai fishing vessel that has undertaken IUU fishing into the Kingdom, the sanction of this section is described in Section 159, any person violating Section 94 paragraph one or failing to comply with Section 96 shall be subject to a fine of between one million baht and thirty million baht, or a fine of five times the value of the aquatic animals or aquatic animal products. In whichever case, the higher fine shall apply.

2) Section 95:

A non-Thai fishing vessel wishing to import aquatic animals or aquatic animal products into the Kingdom shall notify in advance the competent official by no less than the period prescribed by the Minister. However, the Minister may not issue a notification requiring such advance notification longer than ninety-six hours before the fishing vessel arrives at a port. Such fishing vessel shall notify the information and enter the port as prescribed by the Minister.

The competent official shall verify the data pursuant to paragraph one and notify the master of the vessel within the time period prescribed by the Minister, which shall be no longer than twenty-four hours after having been notified of the request for a berthing or before the vessel will enter the Kingdom, whichever is earlier.

A fishing vessel which has submitted a notification but has not received a reply from a competent official under paragraph two shall be deemed permitted to enter a port.

In the case where a non-Thai vessel fails to comply with the rules under paragraph one, or where there is a cause for suspicion that the fishing vessel in question has undertaken an IUU fishing or has been involved in an IUU fishing, the competent official may deny the requested berthing or allow the requested berthing only in case of force majeure or distress relating to the safety of seamen or the fishing vessel, or for the purpose of inspecting the vessel and taking actions at least as effective against IUU fishing as denying the requested berthing.

3) Section 96:

paragraph 3; In a case in which the owner of the vessel or the master of the vessel cannot prove as per paragraph two, the Director-General shall have the power to order that fishing vessel to leave the Kingdom within a period of time prescribed and notify the flag state or any other country concerned and international organizations thereof.

paragraph 4; In the case where the fishing vessel does not leave the Kingdom within the period of time prescribed or when there exists clear evidence that the fishing vessel has undertaken IUU fishing, or in a case in which the fishing vessel is a stateless vessel, the Director-General shall have the power to order that the fishing vessel and all the properties on board any such vessel be confiscated and put up for sale by auction or destroyed. The proceeds of sale by auction shall, after deduction of expenses related to that sale and other expenses, be seized by the Department of Fisheries until the owner of the vessel or master of the vessel is able to provide proof under paragraph two. If the owner of the vessel or master of the vessel is unable to provide such proof within one year of the sale by auction, the proceeds of sale shall vest in the state, unless otherwise ordered by the court.

## **Information requise : Rapports d'inspection au port ET Rapport sur les navires engagés dans la pêche INN suite à une inspection en 2024 - Date limite: 23/1/2025**

### **1. Avez-vous soumis les données/rapports/informations de cette obligation de déclaration ?**

- OUI - Soumis

### **2. Nombre d'escales de navires étrangers ?**

- Navires de pêche: 0 - Source e-PSM: -
- Navires transporteurs: 1 - Source e-PSM: -
- Navires ravitailleurs: 0 - Source e-PSM: -

### **3. Nombre de navires étrangers auxquels l'entrée dans les ports de la CPC a été refusée ?**

- Navires de pêche: 0 - Source e-PSM: -
- Navires transporteurs: 0 - Source e-PSM: -
- Navires ravitailleurs: 0 - Source e-PSM: -

**4. Nombre de navires étrangers à qui l'on a refusé l'utilisation des ports de la CPC ?**

- Navires de pêche: 0
- Navires transporteurs: 0
- Navires ravitailleurs: 0

**5. Nombre de navires étrangers inspectés ?**

- Navires de pêche: 0
- Navires transporteurs: 1
- Navires ravitailleurs: 0

**6. Nombre de rapports d'inspection de navires étrangers soumis par e-PSM au Secrétariat ?**

- Navires de pêche: 0 - Source e-PSM: -
- Navires transporteurs: 1 - Source e-PSM: -
- Navires ravitailleurs: 0 - Source e-PSM: -

**7. Nombre de rapports d'inspection de navires étrangers transmis par courrier électronique au Secrétariat ?**

- Navires de pêche: 0
- Carrier (reefer) vessels: 0
- Navires ravitailleurs: 0

PIRs submitted: [Oui le 23 janvier 2025 - 13:23](#)

**8. Nombre d'affaires portées contre des navires étrangers pour avoir porté atteinte à la loi sur la pêche et/ou à la réglementation sur la pêche des CPC côtières ?**

- Navires de pêche: 0
- Navires transporteurs: 0
- Navires ravitailleurs: 0

**9. Nombre de cas signalés au secrétariat de la CTOI ?**

- Navires de pêche: 0
- Navires transporteurs: 0
- Navires ravitailleurs: 0

**10. À la suite d'une inspection, il existe des motifs clairs de croire que le ou les navires se sont livrés à la pêche INN ou à des activités liées à la pêche INN au port ?**

- **NON - AUCUN MOTIF CLAIR** à la suite d'une inspection au port pour croire que des navires se sont livrés à la pêche INN ou à des activités liées à la pêche INN

**11. Following an inspection, we have communicated the findings to ?**

- [État du pavillon du navire](#)

: [Maldives](#)

-- : --  
--  
-- : --  
-- : --  
-- : -- :  
--

-- e-PSM vessel file: [PIR\\_JAZEERA REEFER\\_MDV\\_20240115\\_33874](#)

**Informations requises : inspecter au moins 5 % des LAN ou TRX en 2024 - Date limite: 23/1/2025****1 . Avez-vous mis en œuvre l'obligation ?**

- [OUI - Implementée](#)

**2. Un système ou des procédures existent pour mettre en œuvre cette obligation contraignante de suivi/inspection de 5% des débarquements/transbordements des navires étrangers ?**

- [OUI - CPC a système / procédures permettant de suivre l'application de cette mesure exécutoire, ET de prendre des mesures concernant des infractions potentielles](#)

**a. Système ou des procédures pour mettre en œuvre cette obligation contraignante?**

- Mesures exécutoires CTOI, des navires/personnes, suivies et contrôlés par l'administration gouvernementale des pêches avec des procédures institutionnelles mises en œuvre
- Mesures exécutoires CTOI, des navires/personnes, suivies et contrôlés par une autre administration gouvernementale (ex. Douanes, Autorité maritime, Police) avec des procédures institutionnelles mises en œuvre
- Procédures définies dans le cadre du régime SCS des pêches mis en œuvre par des agences gouvernementales
- Procédures (SOP) d'inspection au port mises en œuvre par les agences nationales de SCS inclues la vérification des obligations CTOI
- Échange des informations et coordonne les activités entre les organismes nationaux chargés de l'application de la loi concernant la vérification des obligations CTOI

**Décrire :**

According to the Royal Ordinance on Fisheries B.E. 2558 (2015) and its amendment B.E. 2560 (2017), Sections 92, 95, and 96 direct the competent authority of the Department of Fisheries to inspect all foreign-flagged vessels and their catches 100%.

The procedure is following;

- 1) The competent authority shall verify all required foreign-flagged vessels under Section 95 (para 2) of Royal Ordinance on Fisheries B.E. 2558 (2015) and its amendment B.E. 2560 (The competent official shall verify the data pursuant to paragraph one and notify the master of the vessel within the time period prescribed by the Minister, which shall be no longer than twenty-four hours after having been notified of the request for berthing or before the vessel will enter the Kingdom, whichever is earlier.)
- 2) When a fishing vessel has been authorized to berth at a port pursuant to Section 95 and has completed berthing, the competent authority shall at port inspection and control of offloading activities according to Section 96 (para 1) and Section 92 (para 4) of Royal Ordinance on Fisheries B.E. 2558 (2015) and its amendment B.E. 2560 (When a fishing vessel has been authorized to berth at a port pursuant to Section 95 and has completed berthing, a request for permission for the importation of aquatic animals or aquatic animal products shall be lodged. After such permission has been granted, aquatic animals or aquatic animal products may then be unloaded from the fishing vessel. Such permission shall be deemed a permission issued under the law on animals epidemics and other laws under which permits are required for importation).
- 3) While offloading, the competent authority will prove the information of offloading catch to issue Import Aquatic Animal Movement Document (IMD) which describes the actual weight and actual species for all foreign vessels via Fisheries Single Window System (FSW) that is electronic Importation control system of the Department of Fisheries, Thailand. The importation process is determined under Notification of the Department of Fisheries on Prescribing the rules, procedures, and conditions in application for permission to import aquatic animal products B.E. 2560 and its amendment B.E. 2567 under section 92 paragraph four of Royal Ordinance on Fisheries B.E. 2558 (2015) and its amendment B.E. 2560.
- 4) The SOP and its update also determine that in the case where a vessel carrying aquatic animals receives aquatic animals from an IOTC competence area that has submitted an AREP request form through the IOTC e-PSM system, the control of the transport of aquatic animals at the pier must be at least 5 percent per year or as required by the IOTC. However, particularly abide by our laws and subsidiary laws, and we conduct inspection and control 100%.

Most importantly, the Competent Officials have the power to control a fishing vessel, stop a fishing vessel or a fishing or transshipment operation, or order a fishing vessel master to berth the fishing vessel at a port, or to embark a fishing vessel, or enter any fishing ground in order to exercise inspection and control to ensure compliance with the Royal Ordinance; where there is reasonable cause for suspicion that an offence under the Royal Ordinance has been committed abide by section 102 paragraph four of Royal Ordinance on Fisheries B.E. 2558 (2015) and its amendment B.E. 2560. In addition, in this section (1), authority has power to request more document to prove the landing activity.

**b. Système ou procédures pour répondre au non-respect de cette obligation contraignante?**

- Institués par le droit national & mis en œuvre par le Gouvernement
- Institués par la réglementation nationale mis en œuvre par le Gouvernement
- Institués par arrêtés administratifs mis en œuvre par le Gouvernement
- Mise en œuvre de réponses aux non-conformités & aux infractions pour assurer un contrôle et une correction rapides
- Analyse des résultats d'infraction pour identifier les opportunités d'amélioration des contrôles de conformité, & des procédures de surveillance
- Analyse des infractions et causes de non-conformité sont examinées conformément aux procédures organisationnelles/opérationnelles
- Système approprié pour l'acquisition, la collecte, la préservation et le maintien de l'intégrité des preuves

**Décrire :**

Thailand monitors and controls landing/transshipments for every foreign fishing vessel (100%) from IOTC that entry to Thai-designated port via IOTC e-PSM according to Sections 92, 95, and 96 of the Royal Ordinance on Fisheries B.E. 2558 (2015) and its amendment B.E. 2560 (2017) and our SOP and its update,

For **non-compliance** Sections 92, 95, and 96 of the Royal Ordinance on Fisheries B.E. 2558 (2015) and its amendment B.E. 2560 (2017), the sanctions are as follows;

1. **According to Section 95 paragraph 4**, in the case where a non-Thai vessel fails to comply with the rules under paragraph one (do not notify in advance "AREP" to the competent official by no less than the period prescribed by the Minister), or where there is a cause for suspicion that the fishing vessel in question has undertaken an IUU fishing or has been involved in an IUU fishing, the competent official may deny the requested berthing or allow the requested berthing only in case of force majeure or distress relating to the safety of seamen or the fishing vessel, or for the purpose of inspecting the vessel and taking actions at least as effective against IUU fishing as denying the requested berthing.
2. **The non compliance of Section 96 paragraph 3 and 4**, the Director-General shall have the power to order that fishing vessel to leave the Kingdom within a period of time prescribed and notify the flag state or any other country concerned and international organizations thereof. In the case where the fishing vessel does not leave the Kingdom within the period of time prescribed or when there exists clear evidence that the fishing vessel has undertaken IUU fishing, or in a case in which the fishing vessel is a stateless vessel, the Director-General shall have the power to order that the fishing vessel and all the properties on board any such vessel be confiscated and put up for sale by auction or destroyed. The proceeds of sale by auction shall, after deduction of expenses related to that sale and other expenses, be seized by the Department of Fisheries until the owner of the vessel or master of the vessel is able to provide proof under paragraph two. If the owner of the vessel or master of the vessel is unable to provide such proof within one year of the sale by auction, the proceeds of sale shall vest in the state, unless otherwise ordered by the court.
3. In case of violating of Section 92, the sanction determines in Section 159, any person violating Section 94 paragraph one or failing to comply with Section 96 shall be subject to a fine of between one million baht and thirty million baht, or a fine of five times the value of the aquatic animals or aquatic animal products. In whichever case, the higher fine shall apply.

c. Mesures à prendre en cas de non-respect de cette obligation contraignante ?

- Confiscation des biens tels que le bateau, le matériel et le poisson
- Amende

Décrire :

Thailand monitors and controls landing/transshipments for every foreign fishing vessel (100%) from IOTC that entry to Thai-designated port via IOTC e-PSM according to Sections 92, 95, and 96 of the Royal Ordinance on Fisheries B.E. 2558 (2015) and its amendment B.E. 2560 (2017),

For **non-compliance** Sections 92, 95, and 96 of the Royal Ordinance on Fisheries B.E. 2558 (2015) and its amendment B.E. 2560 (2017), the sanctions are as follows;

1. **According to Section 95 paragraph 4**, in the case where a non-Thai vessel fails to comply with the rules under paragraph one (do not notify in advance "AREP" to the competent official by no less than the period prescribed by the Minister), or where there is a cause for suspicion that the fishing vessel in question has undertaken an IUU fishing or has been involved in an IUU fishing, the competent official may deny the requested berthing or allow the requested berthing only in case of force majeure or distress relating to the safety of seamen or the fishing vessel, or for the purpose of inspecting the vessel and taking actions at least as effective against IUU fishing as denying the requested berthing.
2. **The non compliance of Section 96 paragraph 3 and 4**, the Director-General shall have the power to order that fishing vessel to leave the Kingdom within a period of time prescribed and notify the flag state or any other country concerned and international organizations thereof. In the case where the fishing vessel does not leave the Kingdom within the period of time prescribed or when there exists clear evidence that the fishing vessel has undertaken IUU fishing, or in a case in which the fishing vessel is a stateless vessel, the Director-General shall have the power to order that the fishing vessel and all the properties on board any such vessel be confiscated and put up for sale by auction or destroyed. The proceeds of sale by auction shall, after deduction of expenses related to that sale and other expenses, be seized by the Department of Fisheries until the owner of the vessel or master of the vessel is able to provide proof under paragraph two. If the owner of the vessel or master of the vessel is unable to provide such proof within one year of the sale by auction, the proceeds of sale shall vest in the state, unless otherwise ordered by the court.
3. In case of violating of Section 92, the sanction determines in Section 159, any person violating Section 94 paragraph one or failing to comply with Section 96 shall be subject to a fine of between one million baht and thirty million baht, or a fine of five times the value of the aquatic animals or aquatic animal products. In whichever case, the higher fine shall apply.

**3. Nombre d'escales réalisées par des navires étrangers dans les ports pour ?**

- Débarquer 1 - Source e-PSM: -
- Transborder: 0 - Source e-PSM: -
- Débarquer & transborder: 0 - Source e-PSM: -

**4. Nombre de déchargements de navires étrangers dans vos ports suivis pour?**

- Débarquer: 1 - Source e-PSM: -

- Transborder: 0 - Source e-PSM: -
- Débarquer & transborder: 0 - Source e-PSM: -

Avez-vous surveillé au moins 5 % des déchargements ?

- OUI

Couverture des déchargements inspectés / surveillés ? **offloadings inspected and monitored 100% in 2024** - Source e-PSM: -

**5. Les suivis des débarquements et des transbordements dans les ports sont implémentés/conduits par:**

- L'autorité compétente désignée de l'État du port
- Une autre autorité nationale de l'État du port : Customs Department
- Entreprise privée agréée par le gouvernement : Designated port owners are registered under Sections 84 and 95 of Royal Ordinance on Fisheries B.E. 2558 (2015) and its amendment B.E. 2560 (2017). They have a role to provide the required information to the Department of Fisheries, in particular, total landing at port and name of vessels
- - : Designated port owners are registered under Sections 84 and 95 of Royal Ordinance on Fisheries B.E. 2558 (2015) and its amendment B.E. 2560 (2017). They have a role to provide the required information to the Department of Fisheries, in particular, total landing at port and name of vessels
- Personnel de l'usine de transformation où le déchargement a lieu : Processing plants/Importer are registered under Ordinance on Fisheries B.E. 2558 (2015) and its amendment B.E. 2560 (2017) are determined to provide sizing and sorting data to DOF for issuing Import Movement Document (IMD) via e-PSM.

## **Informations requises : Rapport sur les refus d'entrée au port en 2024 - Date limite: 23/1/2025**

**1. Avez-vous mis en œuvre l'obligation ?**

- OUI - Implementée

**2. Un système ou des procédures existent pour mettre en œuvre cette obligation contraignante - refuser l'entrée au port aux navires étrangers ?**

- OUI - CPC a système / procédures permettant de suivre l'application de cette mesure exécutoire, ET de prendre des mesures concernant des infractions potentielles

a. Système ou des procédures pour mettre en œuvre cette obligation contraignante?

- Mesures exécutoires CTOI, des navires/personnes, suivies et contrôlés par l'administration gouvernementale des pêches avec des procédures institutionnelles mises en œuvre
- Procédures définies dans le cadre du régime SCS des pêches mis en œuvre par des agences gouvernementales
- Système national de suivi, de contrôle, de surveillance (SCS) et d'application en place avec des moyens, ressources humaines & budget annuel adéquats pour la mise en œuvre
- Implémenté conformément aux Directives volontaires FAO pour la performance de l'État du pavillon afin d'exercer efficacement la juridiction et le contrôle sur les navires battant mon pavillon
- Procédures (SOP) d'inspection au port mises en œuvre par les agences nationales de SCS inclues la vérification des obligations CTOI
- Échange des informations et coordonne les activités entre les organismes nationaux chargés de l'application de la loi concernant la vérification des obligations CTOI

Décrire :

The PSM Implementing Group, Fishing and Fleets Management Division (FFMD) has the responsibility to inspect and investigate the information in the AREP and required documents to confirm validity and legality with flag State and other relevant agencies according to Section 95 of the Royal Ordinance on Fisheries B.E. 2558 (2015) and its amendment B.E. 2560 (2017). In the case that found evidence to prove the vessel is listed in the IUU list or any suspicious activity related to IUU fishing, that cannot ensure the legality or does not comply with Thai fisheries law, the competent authority has the power to deny the port entry via IOTC e-PSM and Thailand's e-PSM.

To enhance our capacity on control and monitoring, we also monitor the foreign vessel under MOU between Thai inter-agencies including Thai Maritime Enforcement Command Center (Thai-MECC), Department of Fisheries, Marine Department, Ministry of Labour, Department of Marine and Coastal Resources, Marine Police under Royal Thai Police, Royal Thai Navy.

In case, the foreign-flagged vessel enters Thai territorial sea (12 nm) without getting authorization to enter port from Department of Fisheries, Marine Department shall suspend that vessel and deny the vessel to enter Thai territorial sea and share the information to DOF according to Notification of Department of Marine Department No. 51/2018 on Determination of Ship type, Criteria and Procedures for Vessels to Follow When Entering Thai Waters.

## b. Système ou procédures pour répondre au non-respect de cette obligation contraignante?

- Institués par le droit national & mis en oeuvre par le Gouvernement
- Institués par arrêtés administratifs mis en oeuvre par le Gouvernement
- Mise en oeuvre d'actions correctives/préventives pour prévenir la récurrence des non-conformités & des infractions
- Mise en oeuvre de réponses aux non-conformités & aux infractions pour assurer un contrôle et une correction rapides
- Analyse des résultats d'infraction pour identifier les opportunités d'amélioration des contrôles de conformité, & des procédures de surveillance
- Analyse des infractions et causes de non-conformité sont examinées conformément aux procédures organisationnelles/opérationnelles
- Maintien compliance / infractions records
- Autorité & capacité à mener des enquêtes en temps opportun sur les violations, y compris l'établissement de l'identité des contrevenants et la nature des violations

## Décrire :

Pursuant to Section 95 of Royal Ordinance on Fisheries B.E. 2558 (2015) and its amendment B.E. 2560 (2017), in the case where a non-Thai vessel **fails to comply with the rules under paragraph one, or where there is a cause for suspicion that the fishing vessel in question has undertaken an IUU fishing or has been involved in an IUU fishing, the competent official may deny the requested berthing or allow the requested berthing only in case of force majeure or distress relating to the safety of seamen or the fishing vessel, or for the purpose of inspecting the vessel and taking actions at least as effective against IUU fishing as denying the requested berthing.**

In addition, we will notify this denial to port entry to IOTC via IOTC e-PSM, FAO-GIES System, Flag State, and relevant organizations to be aware of this denial to port entry and use of port according to Section 96 of Royal Ordinance on Fisheries B.E. 2558 (2015) and its amendment B.E. 2560 (2017).

## c. Mesures à prendre en cas de non-respect de cette obligation contraignante ?

- Suspend/annule/révoque licence/ATF
- Confiscation des biens tels que le bateau, le matériel et le poisson
- Amende

## Décrire :

1) Pursuant to the Royal Ordinance on Fisheries B.E. 2558 (2015) and its amendment B.E. 2560 (2017), Thai competent authority (Fish Inspection Offices (FIO) under Fish Quarantine and Fishing Vessels Inspection Division; FQID) detects the vessels do not comply with our laws and procedures, the Department of Fisheries have power as follow;

- Section 94: No person shall bring a non-Thai fishing vessel that has undertaken IUU fishing into the Kingdom, the sanction of this section is described in Section 159, any person violating Section 94 paragraph **one or failing to comply with Section 96 shall be subject to a fine of between one million baht and thirty million baht, or a fine of five times the value of the aquatic animals or aquatic animal products.** In whichever case, the higher fine shall apply.

- Section 95:

A non-Thai fishing vessel wishing to import aquatic animals or aquatic animal products into the Kingdom shall notify in advance the competent official by no less than the period prescribed by the Minister. However, the Minister may not issue a notification requiring such advance notification longer than ninety-six hours before the fishing vessel arrives at a port. Such fishing vessel shall notify the information and enter the port as prescribed by the Minister.

The competent official shall verify the data pursuant to paragraph one and notify the master of the vessel within the time period prescribed by the Minister, which shall be no longer than twenty-four hours after having been notified of the request for a berthing or before the vessel will enter the Kingdom, whichever is earlier.

A fishing vessel which has submitted a notification but has not received a reply from a competent official under paragraph two shall be deemed permitted to enter a port.

**In the case where a non-Thai vessel fails to comply with the rules under paragraph one, or where there is a cause for suspicion that the fishing vessel in question has undertaken an IUU fishing or has been involved in an IUU fishing, the competent official may deny the requested berthing or allow the requested berthing only in case of force majeure or distress relating to the safety of seamen or the fishing vessel, or for the purpose of inspecting the vessel and taking actions at least as effective against IUU fishing as denying the requested berthing.**

- Section 96:



paragraph 3; In a case in which the owner of the vessel or the master of the vessel cannot prove as per paragraph two (the authorize to fish and validation of authorize to fish), **the Director-General shall have the power to order that fishing vessel to leave the Kingdom within a period of time prescribed and notify the flag state or any other country concerned and international organizations thereof.**

paragraph 4; In the case where **the fishing vessel does not leave the Kingdom within the period of time prescribed or when there exists clear evidence that the fishing vessel has undertaken IUU fishing, or in a case in which the fishing vessel is a stateless vessel, the Director-General shall have the power to order that the fishing vessel and all the properties on board any such vessel be confiscated and put up for sale by auction or destroyed. The proceeds of sale by auction shall, after deduction of expenses related to that sale and other expenses, be seized by the Department of Fisheries until the owner of the vessel or master of the vessel is able to provide proof under paragraph two. If the owner of the vessel or master of the vessel is unable to provide such proof within one year of the sale by auction, the proceeds of sale shall vest in the state, unless otherwise ordered by the court.**

Additionally, for the procedure to control foreign-flagged vessels, if the vessels do not comply with the above-mentioned laws and regulations including, competent authorities under the Royal Ordinance on Fisheries have the power to deny port entry, and deny to use of the port. In the case of IUU vessels, if competent authorities detect and investigate, we shall notify the Director-General

2) The Marine Department fine imposed on the master to comply with NAVIGATION IN THE THAI WATERS ACT (NO.17), B.E. 2560

3) The IMMIGRATION BUREAU fine imposed the fine Master and crews comply with the Immigration Act, B.E. 2522

### **3 - Des navires étrangers se sont vu refuser l'entrée dans les ports de la CPC en 2024 ?**

- NON - Rapport NUL – Aucune navire étranger refusé l'entrée aux ports .

### **4. Nombre de navires étrangers dont la demande d'entrée au port a été refusée en 2024 ?**

#### **5. Raison(s) du refus d'entrée au port ?**

- Pas de refus d'entrée au port

Specifiez: In 2024, Thailand has not denial port entry.

#### **5. Le refus a été communiqué ?**

- - Pavillon: -
- - Pais: -
- - Date: -

### **6. Le refus d'entrée au port des navires étrangers demandant à entrer dans les ports est établis/requis par la législation nationale:**

- OUI – Refus d'entrée au port est établis/requis par la législation nationale.

#### **Législation nationale ?**

Oui le 23 janvier 2025 - 12:10

#### **Référence juridique des lois, règlements et instructions administratives en vigueur relative à cette exigence:**

The Royal Ordinance on Fisheries B.E. 2558 (2015) and its amendment B.E. 2560 (2017),

1) Section 94: No person shall bring a non-Thai fishing vessel that has undertaken IUU fishing into the Kingdom, the sanction of this section is described in Section 159, any person violating Section 94 paragraph one or failing to comply with Section 96 shall be subject to a fine of between one million baht and thirty million baht, or a fine of five times the value of the aquatic animals or aquatic animal products. In whichever case, the higher fine shall apply.

2) Section 95:

A non-Thai fishing vessel wishing to import aquatic animals or aquatic animal products into the Kingdom shall notify in advance the competent official by no less than the period prescribed by the Minister. However, the Minister may not issue a notification requiring such advance notification longer than ninety-six hours before the fishing vessel arrives at a port. Such fishing vessel shall notify the information and enter the port as prescribed by the Minister.

The competent official shall verify the data pursuant to paragraph one and notify the master of the vessel within the time period prescribed by the Minister, which shall be no longer than twenty-four hours after having been notified of the request for a berthing or before the vessel will enter the Kingdom, whichever is earlier.

A fishing vessel which has submitted a notification but has not received a reply from a competent official under paragraph two shall be deemed permitted to enter a port.

In the case where a non-Thai vessel fails to comply with the rules under paragraph one, or where there is a cause for suspicion that the fishing vessel in question has undertaken an IUU fishing or has been involved in an IUU fishing, the competent official may deny the requested berthing or allow the requested berthing only in case of force majeure or distress relating to the safety of seamen or the fishing vessel, or for the purpose of inspecting the vessel and taking actions at least as effective against IUU fishing as denying the requested berthing.

3) Section 96:

paragraph 3; In a case in which the owner of the vessel or the master of the vessel cannot prove as per paragraph two, the Director-General shall have the power to order that fishing vessel to leave the Kingdom within a period of time prescribed and notify the flag state or any other country concerned and international organizations thereof.

paragraph 4; In the case where the fishing vessel does not leave the Kingdom within the period of time prescribed or when there exists clear evidence that the fishing vessel has undertaken IUU fishing, or in a case in which the fishing vessel is a stateless vessel, the Director-General shall have the power to order that the fishing vessel and all the properties on board any such vessel be confiscated and put up for sale by auction or destroyed. The proceeds of sale by auction shall, after deduction of expenses related to that sale and other expenses, be seized by the Department of Fisheries until the owner of the vessel or master of the vessel is able to provide proof under paragraph two. If the owner of the vessel or master of the vessel is unable to provide such proof within one year of the sale by auction, the proceeds of sale shall vest in the state, unless otherwise ordered by the court.

## **Information requise : rapport sur les refus d'utilisation du port ET rapport sur les retraits de refus d'utilisation du port en 2024 - Date limite: 23/1/2025**

**1 . Avez-vous mis en œuvre l'obligation ?**

- OUI - Implementée

**2. Un système ou des procédures existent pour mettre en œuvre cette obligation de déclaration contraignante - refuser l'utilisation du port ?**

- OUI - CPC a système / procédures permettant de suivre l'application de cette mesure exécutoire, ET de prendre des mesures concernant des infractions potentielles

a. Système ou des procédures pour mettre en œuvre cette obligation contraignante?

- Mesures exécutoires CTOI, des navires/personnes, suivies et contrôlés par l'administration gouvernementale des pêches avec des procédures institutionnelles mises en œuvre
- Mesures exécutoires CTOI, des navires/personnes, suivies et contrôlés par une autre administration gouvernementale (ex. Douanes, Autorité maritime, Police) avec des procédures institutionnelles mises en œuvre
- Procédures définies dans le cadre du régime SCS des pêches mis en œuvre par des agences gouvernementales
- Inspections régulières de l'État du pavillon sont effectuées pour vérifier la conformité des navires avec les obligations CTOI
- Implémenté conformément aux Directives volontaires FAO pour la performance de l'État du pavillon afin d'exercer efficacement la juridiction et le contrôle sur les navires battant mon pavillon
- Procédures (SOP) d'inspection au port mises en œuvre par les agences nationales de SCS inclues la vérification des obligations CTOI
- Échange des informations et coordonne les activités entre les organismes nationaux chargés de l'application de la loi concernant la vérification des obligations CTOI

Décrire :

The Department of Fisheries, Thailand has the procedures for "Denial of use of port of foreign vessel and Withdrawal of denial of use of port of foreign vessel" under Section 96 of Royal Ordinance on Fisheries B.E. 2558 (2015) and its amendment B.E. 2560 (2017) and Standard Operating Procedure Foreign Flags Vessel Control and Inspection under Port State Measures (PSM).

In addition, Section 102 (4) provides the power to the competent authority to control a fishing vessel, stop a fishing vessel or a fishing or transshipment operation, or order a fishing vessel master to berth the fishing vessel at a port, or to embark a fishing vessel, or enter any fishing ground in order to exercise inspection and control to ensure compliance with the Royal Ordinance; where there is reasonable cause for suspicion that an offence under the Royal Ordinance has been committed.

According to this procedure, If it is later found that there is clear evidence that the vessel is not involved in IUU fishing, or additional documentary evidence can be provided or additional confirmation is received from the flag State, coastal State, other relevant States, RFMOs and FAO, after the denial of the use of the port, the Competent authority (Fishing and Fleets Management

Division; FFMD) shall notify the flag State, coastal State, other relevant States, RFMOs and FAO of the withdrawal of the denial of the use of the port.

b. Système ou procédures pour répondre au non-respect de cette obligation contraignante?

- Institués par le droit national & mis en oeuvre par le Gouvernement
- Institués par arrêtés administratifs mis en oeuvre par le Gouvernement
- Mise en oeuvre de réponses aux non-conformités & aux infractions pour assurer un contrôle et une correction rapides
- Analyse des résultats d'infraction pour identifier les opportunités d'amélioration des contrôles de conformité, & des procédures de surveillance
- Situations inhabituelles, risques/dangers inattendus & incidents de conformité potentiels/réels sont identifiés par le système national SCS
- Autorité & capacité à mener des enquêtes en temps opportun sur les violations, y compris l'établissement de l'identité des contrevenants et la nature des violations
- Système approprié pour l'acquisition, la collecte, la préservation et le maintien de l'intégrité des preuves

Décrire :

The notification on the denial of the use of port when we find IUU fishing vessels and non-compliance, we will follow our SOP;

3.2 In case the inspection results showed or proved that such vessel is in the list of IUU fishing vessels according to the Department of Fisheries Announcement on the List of Non-Thai Fishing Vessel Engaging In IUU Fishing (No. 2) B.E. 2560 (2017). It is prescribed that the officials shall make record in the port inspection report and present it to the Head of Fish Inspection Office to consider transshipment denial together with the following procedures:

- 1) Inform the Customs that vessel detaining and fishery cargo attachment have been proceeded including the ship's hold sealing and forbidding of transferring or unloading the aquatic animals from the vessel. All this, it is in the charge and responsibility of vessel owner.
- 2) Prepare record of vessel detention and attachment of fishery cargo coming with such vessel in writing and then have captain or shipping agent signed for acknowledgement as evidence.
- 3) Prepare official letter attached with the aforementioned record of vessel detention and fishery cargo attachment and then inform the vessel owner or shipping agent.
- 4) Coordinate with related agencies to control such vessel.
- 5) Collect information and bring the copy of evidence document to report the local police station to take further legal proceedings with the vessel owner or shipping agent requesting for port entry permit for the offense according to Section 94, 1st Paragraph of the Royal Ordinance on Fisheries B.E. 2558 (2015) with penalty according to Section 159.

Moreover, this matter shall be informed to the Port Measures Implementation Group immediately in order to further inform Flag state, Coastal State, RFMOs and other related organizations including urgently reporting in writing to the commander.

3.3 In case the vessel is found or proved to engage in IUU fishing but is not in the List according to Department of Fisheries Announcement on List of Non-Thai Fishing Vessel Engaging In IUU Fishing (No. 2) B.E. 2560 (2017), or is found to be IUU fishing vessel according to the IUU list of organization or related RFMOs, it is prescribed that the official shall record in the port inspection report and present to the Head of Fish Inspection Office to consider transshipment denial and proceed as the followings:

- 1) Inform the Customs that vessel detaining and fishery cargo attachment have been proceeded including the ship's hold sealing and forbidding of transferring or unloading the aquatic animals from the vessel. All this, it is in the charge and responsibility of vessel owner.
- 2) Prepare record of vessel detention and attachment of fishery cargo coming with such vessel in writing and then have captain or shipping agent signed for acknowledgement as evidence.
- 3) Prepare official letter attached with the aforementioned record of vessel detention and fishery cargo attachment and then inform the vessel owner or shipping agent.
- 4) Coordinate with related agencies to control the vessel concerned.
- 5) Collect information and bring the copy of evidence document to inform the local police station to record in daily report.

Moreover, this matter shall be informed to the Fish Quarantine and Inspection Division to present it to the Director-General for consideration according to the Royal Ordinance on Fisheries B.E. 2558 (2015), Section 96, 3rd Paragraph (to order such vessel to leave the Kingdom within specified time) and 4th Paragraph. In that case, the Department of Fisheries may send letter to the vessel owner or shipping agent to have them come with document as evidence for explanation and clearing the allegation. This process should be finished within specified time before considering taking further legal proceedings.

**In conclusion**, the FFMD will send the official letter which is signed by the Director-General to notify the flag state or any other country concerned and international organizations thereof under paragraph 3 of Section 96 of the Royal Ordinance on Fisheries B.E. 2558 (2015) and its amendment B.E. 2560 (2017). Likewise, If it is later found that there is clear evidence that the vessel is not involved in IUU fishing, or additional documentary evidence can be provided or additional confirmation is received from the flag State, coastal State, other relevant States, RFMOs and FAO, after the denial of the use of the port, the Competent authority (FFMD) shall notify the flag State, coastal State, other relevant States, RFMOs and FAO of the withdrawal of the denial of the use of the port.

c. Mesures à prendre en cas de non-respect de cette obligation contraignante ?

- Confiscation des biens tels que le bateau, le matériel et le poisson
- Amende
- Autres sanctions (précisez ci-dessous)

Décrire :

- In the case of owner/master of the vessel cannot prove the legality, the DG shall have the power to order that vessel to leave the Kingdom within a period of time prescribed.
  - In the case of vessel not leave the Kingdom within the period of time or exists clear evidence of undertaking IUU fishing, or is a stateless vessel, the DG shall have the power to confiscate the fishing vessel and all the properties on board for sale by auction or destroyed.
  - If the owner or master is unable to provide such proof within one year of the sale by auction, the proceeds of sale shall vest in the state, unless otherwise ordered by the court.
  - The DG shall have the power to order the destruction or distributing fish to impoverished or underprivileged members of the public without any charge.
  - In the case of there is no clear evidence to prove that vessel has undertaken IUU fishing prior to its berthing at the port, the competent official may allow access to fuel and food provisions or maintenance services as necessary.
- These actions follow Royal Ordinance on Fisheries B.E. 2558 (2015) and its amendment (Section 96).**

**3 - Des navires étrangers se sont vu refuser l'usage des ports de la CPC en 2024 ?**

- NON - Rapport NUL – Aucune navire étranger refusé l'utilisation de port.

Si OUI, les refus d'utilisation du port ont été retirés ?

-

**4. Nombre de navires étrangers dont la demande d'usage du port a été refusée en 2024 ?**

**Information additionnelles - préciser raison(s) du refus d'utilisation du port ?**

We did not deny to use of port in 2024.

**5. Le refus d'usage et/ou le retrait a été communiqué ?**

- Pavillon: -
- Country: -
- Date: -
- : -
- : -

**6. Le refus d'usage du port et le retrait des navires étrangers demandant à entrer dans les ports sont établis/requis par la législation nationale:**

- OUI – Refus d'utilisation du port ET le retrait sont établis/requis par la législation nationale.

**Législation nationale soumise ?**

Oui le 23 janvier 2025 - 13:18

**Référence juridique des lois, règlements et instructions administratives en vigueur relative à cette exigence ?**

1. Royal Ordinance on Fisheries (No.2) B.E.2017
2. Standard Operating Procedure Foreign Flags Vessel Control and Inspection under Port State Measures (PSM) and its updated

## 3.2 Navires étrangers attributaires de licence

**Resolution 14/05 Sur un registre des navires étrangers autorisés pêchant les espèces sous mandat de la CTOI dans la zone de compétence de la CTOI et sur les informations relatives aux accords d'accès**

**Informations requises : liste des navires étrangers autorisés dans la ZEE en 2024 - Date limite: 15/2/2025**

**1 . Avez-vous soumis les données/rapports/informations de cette obligation de déclaration ?**

- Rapport NUL / Non Applicable - CPC n'autorise pas les navires battant pavillon étranger à pêcher dans la ZEE les espèces gérées par la CTOI dans la zone de compétence de la CTOI en 2024

**2. Des navires étrangers sont attributaires de licences en 2024 ?**

- **NON – Rapport NUL - Pas applicable - Aucun navires battant pavillon étranger autorisé à pêcher les espèces gérées par la CTOI dans la ZEE**

**3. La liste des navires étrangers attributaires de licences (en 2024) a été transmise au Secrétariat de la CTOI ?**

- Raisons: –
- Navires manquant: –
- No navires avec licence: –

Précisez à quel pays du pavillon des navires étrangers vous avez délivré une licence:

- 
- 

**4. Toutes les informations obligatoires sont fournies au Secrétariat de la CTOI pour tous les navires de pêche étrangers autorisés par Thaïlande en 2024:**

- 

**5. Nombre de licences octroyées aux navires étrangers en 2024:**

Navires étrangers ≥ 24m:

- Nombre de licences octroyées: –
- Nombre de navires: –

Navires étrangers < 24m:

- Nombre de licences octroyées: –
- Nombre de navires: –

**Information requise : navires étrangers auxquels a été refusée une licence en 2024 - Date limite: 15/2/2025****1. Avez-vous soumis les données/rapports/informations de cette obligation de déclaration ?**

- **Rapport NUL / Non Applicable - CPC n'autorise pas les navires battant pavillon étranger à pêcher dans la ZEE les espèces gérées par la CTOI dans la zone de compétence de la CTOI en 2024**

**2. Des navires étrangers se sont vu refuser l'attribution d'une licence en 2024 ?**

- 

**3. Nombre de licences refusées aux navires étrangers ?**

Navires étrangers ≥ 24m:

- Nombre de licences refusées: –

Navires étrangers < 24m:

- Nombre de licences refusées: –

**Information requise : Licence de pêche officielle de l'État côtier en 2024 - Date limite: 23/1/2025****1. Avez-vous soumis les données/rapports/informations de cette obligation de déclaration ?**

- **Rapport NUL / Non Applicable - CPC n'autorise pas les navires battant pavillon étranger à pêcher dans la ZEE les espèces gérées par la CTOI dans la zone de compétence de la CTOI**

**2. Le modèle de la licence de pêche officielle de l'État côtier et les informations de la licence de pêche ont été transmis au Secrétariat de la CTOI:**

- **Non – Rapport NUL aucun navire battant pavillon étranger autorisé à pêcher dans la ZEE les espèces gérées par la CTOI**

Si Non ou Partiellement, veuillez en préciser les raisons; si Oui ou Partiellement, préciser la date de dernière déclaration:

**NIL report - no foreign flag vessels licensed to fish in the EEZ for species managed by the IOTC**

**3. Les informations concernant la licence de pêche officielle de l'État côtier ont été mise à jour / changée et nous soumettons la mise à jour au Secrétariat de la CTOI ?**

- 

**Modèle licence officielle de l'État côtier soumis?**

**Non le –**

**4. Toutes les informations obligatoires sur la licence de pêche officielle de l'État côtier ont été fournies au Secrétariat de la CTOI ?**

---

**Des informations supplémentaires / remarques concernant la complétude de la Section 3 du Questionnaire d'Application ?**

Aucune

# Section 4 – Responsabilités de toutes les CPC

## 4.1 Contrôle des ressortissants

**Résolution 24/09 Visant à promouvoir le respect par les ressortissants des parties contractantes et parties coopérantes non contractantes des mesures de conservation et de gestion de la CTOI**



### **Informations requises : Conformité des ressortissants lors de la session précédente en 2024**

1 - Des navires ont été inscrits sur la liste des navires INN de la CTOI lors de la précédente session de la Commission avec des personnes physiques ou morales sous ma juridiction:

- NON - Aucun navire a été inscrit sur la liste des navires INN de la CTOI lors de précédentes sessions de la Commission.

*Consultez le Rapport de mise en œuvre pour plus d'informations*

**Des informations supplémentaires / remarques concernant la complétude de la Section 4 du Questionnaire d'Application ?**

Aucune

# Section 5 – Contrôles du ressort de l'État de pavillon (Données)

## Exigences de déclarations statistiques obligatoires pour les CPC de la CTOI - Toutes les exigences statistiques obligatoires - CPC du pavillon en 2023 - Date limite: 30/6/2024

Résolution 18/07 Sur les mesures applicables en cas de non-respect des obligations de déclarations à la CTOI.

### Information requise : Matrice de capture nulle (Présence d'espèces dans les captures)

1. Soumets dans e-MARIS (le Système de gestion des données statistiques de la CTOI) les données de la matrice de zéro capture de ?

ESPECES CTOI :

- OUI - En totalité pour toutes les pêcheries CTOI pour LES ESPECES CTOI

ESPECES REQUINS:

- NON – Rapport NUL / Non Applicable - Aucun navire de pêche sur le Registre CTOI des navires autorisés en 2023.

Formulaires données soumis ? Non le –

Commentaire concernant votre soumission des données de la matrice de zéro capture TOUTES PÊCHERIES, et la mise en œuvre de cette exigence ?

–

### Résolution 12/04 13/05 23/06 23/07 – Interactions avec les espèces en voie de disparition, menacées et protégées (ETP) - Pêcheries de surface & palangre



### Informations requises : Interactions avec les espèces en voie de disparition, menacées et protégées (ETP) - Pêcheries de surface & palangre

1. Soumets dans e-MARIS (le Système de gestion des données statistiques de la CTOI) les données de la matrice de zéro capture de ?

#### 1.1 Pour les interactions espèces ETP - Pêcheries de surface

- NON - Rapport NUL / Non Applicable - Aucun navire de pêche inscrit sur le Registre CTOI des navires autorisés en 2023. pour –

#### 1.2 Pour les interactions espèces ETP - Pêcheries palangre

- NON - Rapport NUL / Non Applicable - Aucun navire de pêche à la palangre inscrit sur le Registre CTOI des navires autorisés en 2023. pour –

Formulaires données soumis : Non le –

Commentaire concernant votre soumission de données et la mise en œuvre de cette exigence :

–

### Résolution 15/02 - Captures nominales / Captures conservées - Toutes les pêcheries





## **Informations requises : Captures annuelles conservées à bord – Pêcheries côtières/surface/palangre**

1. Soumettre dans e-MARIS (le Système de gestion des données statistiques de la CTOI) les données de captures annuelles conservées à bord ?

### **1.1 Pour captures annuelles conservées à bord - Pêche côtière**

ESPECES CTOI:

• OUI - En totalité pour toutes les pêcheries côtières et tous les engins de pêche POUR LES ESPECES CTOI  
- Pour

- BLT-Bullet tuna BonitouAuxis rochei
- FRI Frigate tuna Auxide
- COM-Narrow-barred Spanish mackerel Thazard rayé indo-pacifique
- GUT-Indo-Pacific king mackerel Thazard ponctué indo-pacifique
- KAW- Kawakawa Thonine orientale
- LOT-Longtail tuna Thon mignon
- SFA Indo-Pacific sailfish Voilier indo-pacifique
- SKJ Skipjack tuna Listao
- YFT-Yellowfin tuna Albacore

ESPECES DE REQUINS :

- - Pour -

### **1.2 Pour captures annuelles conservées à bord - Pêcheries de Surface**

ESPECES CTOI :

• NON – Rapport NUL / Non Applicable - Aucun navire de pêche sur le Registre CTOI des navires autorisés en 2023  
- Pour -

ESPECES REQUIN :

• NON – Rapport NUL / Non Applicable - Aucun navire de pêche sur le Registre CTOI des navires autorisés en 2023  
- Pour -

### **1.3 Pour captures annuelles conservées à bord - Pêcheries à la palangre**

ESPECES CTOI :

• NON – Rapport NUL / Non Applicable - Aucun navire de Pêche à la palangre sur le Registre CTOI des navires autorisés en 2023  
- Pour -

ESPECES REQUIN :

• NON – Rapport NUL / Non Applicable - Aucun navire de Pêche à la palangre sur le Registre CTOI des navires autorisés en 2023  
- Pour -

Formulaires données soumis ?

Non le -

Commentaire concernant votre soumission de données et la mise en œuvre de cette exigence ?

Coastal Fisheries:

In 2023, the data from logbooks indicated that no sharks were caught during fishing.

## Résolution 15/02 - Captures nominales / Captures rejetées - Toutes Pêcheries



### **Informations requises : Captures rejetées – Espèces CTOI, requins, tortues, oiseaux marins, cétacés, requins baleines, mobulidés - Toutes les pêcheries**

1. Soumettre dans e-MARIS (le Système de gestion des données statistiques de la CTOI) les données de captures rejetées ?  
ESPECES CTOI:

- NON – Rapport NUL / Non Applicable - Aucun navire de Pêche sur le Registre CTOI des navires autorisés en 2023

- Pour –

ESPECES DE REQUINS :

- NON – Rapport NUL / Non Applicable - Aucun navire de Pêche sur le Registre CTOI des navires autorisés en 2023

- Pour –

ESPECES DE TORTUES MARINE :

- Aucun rapport pour le journal de pêche - Aucune interaction avec les tortues marines signalée par les navires battant pavillon dans les journaux de pêche en 2023

- Pour –

ESPECES D'OISEAUX DE MER :

- NON – Rapport NUL / Non Applicable - Aucun rapport pour le journal de pêche - Aucune interaction avec les oiseaux de mer signalée par les navires battant pavillon dans les journaux de pêche en 2023 .

- Pour –

ESPECES DE CETACES :

- NON – Rapport NUL / Non Applicable - Aucun rapport pour le journal de pêche - Aucune interaction avec les cétacés signalée par les navires battant leur pavillon dans les journaux de pêche en 2023

- Pour –

REQUIN BALEINE :

- NON – Rapport NUL / Non Applicable - Aucun rapport pour le journal de pêche - Aucune interaction avec les requins baleines signalée par les navires battant leur pavillon dans les journaux de pêche en 2023

MOBULID

- NON – Rapport NUL / Non Applicable - Aucun rapport pour le journal de pêche - Aucune interaction avec raies Mobulidae signalée par les navires battant leur pavillon dans les journaux de pêche en 2023

- Pour –

Fornulaires données soumis ? Non le –

Commentaire concernant votre soumission de données et la mise en œuvre de cette exigence ?

Nil report because the logbook data indicates no discarded catches of IOTC species, sharks, turtles, seabirds, cetaceans, whale sharks, and mobulid rays in the IOTC area of competence in 2023.

## Résolution 15/02 - Captures et Effort Géoréférencé - Toutes les pêcheries



### **Informations requises : Captures et effort – Pêcheries côtières/surface/Palangre**

1. Soumettre dans e-MARIS (le Système de gestion des données statistiques de la CTOI) les données de captures et effort ?

#### **1.1 Captures et effort géoréférencés - Pêches côtières**

ESPECES CTOI:

- OUI - En totalité pour toutes les pêcheries côtières et tous les engins de pêche POUR LES ESPECES CTOI

- Pour

- BLT-Bullet tuna BonitouAuxis rochei
- FRI Frigate tuna Auxide
- COM-Narrow-barred Spanish mackerel Thazard rayé indo-pacifique
- GUT-Indo-Pacific king mackerel Thazard ponctué indo-pacifique
- KAW- Kawakawa Thonine orientale
- LOT-Longtail tuna Thon mignon
- SFA Indo-Pacific sailfish Voilier indo-pacifique
- SKJ Skipjack tuna Listao
- YFT-Yellowfin tuna Albacore

#### ESPECES DE REQUINS :

- - Pour

-

## 1.2 Captures et effort géoréférencés – Pêcheries de surface

#### ESPECES CTOI :

- NON – Rapport NUL / Non Applicable - Aucun navire de pêche sur le Registre CTOI des navires autorisés en 2023

- Pour -

#### ESPECES REQUIN :

- NON – Rapport NUL / Non Applicable - Aucun navire de pêche sur le Registre CTOI des navires autorisés en 2023

- Pour -

## 1.3 Captures et effort géoréférencés – Pêcheries palangrières

#### ESPECES CTOI :

- NON – Rapport NUL / Non Applicable - Aucun navire de Pêche à la palangre sur le Registre CTOI des navires autorisés en 2023

- Pour -

#### ESPECES REQUIN :

- NON – Rapport NUL / Non Applicable - Aucun navire de Pêche à la palangre sur le Registre CTOI des navires autorisés en 2023

- Pour -

## Information requise : DCP - Jours de mer (effort) par les navires d'appui

1. Soumettre dans e-MARIS (le Système de gestion des données statistiques de la CTOI) les données de captures et effort ?

### 1.4 DCP – Jours en mer (Effort) par les navires de ravitaillement

- NON - Rapport NUL / Non Applicable - Aucun navire de ravitaillement inscrit dans le Registre CTOI des navires autorisés en 2023. Ne pêche pas sur DCPD.

Nombre de navires ravitailleurs inscrits au Registre des navires autorisés de la CTOI en 2024 ?

0

Formulaires données soumis ? Non le -

Commentaire concernant votre soumission de données et la mise en œuvre de cette exigence ?

Coastal Fisheries:

In 2023, the data from logbooks indicated that no sharks were caught during fishing.

## Résolution 15/02 - Frequence de taille Géoréférencé - Toutes les pêcheries



## **Informations requises : Fréquences de taille géoréférencées – Pêcheries côtières/surface/palangre**

1. Soumettre dans e-MARIS (le Système de gestion des données statistiques de la CTOI) les données de Fréquences de taille ?

### **1.1 Fréquence de taille géoréférencée - Pêcheries côtières**

#### **ESPECES CTOI**

• OUI - En totalité pour toutes les pêcheries côtières et tous les engins de pêche POUR LES ESPECES CTOI  
- For -

- BLT-Bullet tuna BonitouAuxis rochei
- FRI Frigate tuna Auxide
- COM-Narrow-barred Spanish mackerel Thazard rayé indo-pacifique
- GUT-Indo-Pacific king mackerel Thazard ponctué indo-pacifique
- KAW- Kawakawa Thonine orientale
- LOT-Longtail tuna Thon mignon
- SFA Indo-Pacific sailfish Voilier indo-pacifique
- SKJ Skipjack tuna Listao
- YFT-Yellowfin tuna Albacore

#### **ESPECES REQUIN**

- - For -

### **1.2 Fréquence de taille géoréférencée – Pêcheries de surface**

#### **ESPECES CTOI**

• NON – Rapport NUL / Non Applicable - Aucun navire de pêche sur le Registre CTOI des navires autorisés en 2023  
- For -

#### **ESPECES REQUIN**

• NON – Rapport NUL / Non Applicable - Aucun navire de pêche sur le Registre CTOI des navires autorisés en 2023  
- For -

### **1.3 Fréquence de taille géoréférencée – Pêcheries palangrière**

#### **ESPECES CTOI**

• NON – Rapport NUL / Non Applicable - Aucun navire de Pêche à la palangre sur le Registre CTOI des navires autorisés en 2023  
- For -

#### **ESPECES REQUIN**

• NON – Rapport NUL / Non Applicable - Aucun navire de Pêche à la palangre sur le Registre CTOI des navires autorisés en 2023  
- For -

#### **Formulaires données soumis ?**

Non le -

**Commentaire concernant votre soumission de données et la mise en œuvre de cette exigence ?**

Coastal Fisheries:

In 2023, the data from logbooks indicated that no sharks were caught during fishing.

## **Résolution 19/02 – DCP - Calées sur DCPD par type - Activités liées aux objets flottants à la dérive (DFOB)**



## **Résolution 15/02 – DCP - Nombre et caractéristiques des navires de ravitaillement**



## Résolution 23-01 - Dispositifs de Concentration de Poissons Ancrés (DCPA) - Activités liées au DCPA



### Informations requises : Collecte de données pour les DCPA

1. Soumettre dans e-MARIS (le Système de gestion des données statistiques de la CTOI) les données sur les activités liées au DCPA ?

- NON – Rapport NUL / Non Applicable - CPC a AUCUNE pêcherie DCPA pêchant le thon et les espèces apparentées sous le mandat de la CTOI en 2023.

Formulaires données soumis ? Non le –

Commentaire concernant votre soumission de données et la mise en œuvre de cette exigence ?

## Résolution 19/02 – Nombre de DCP actifs



### VOLONTAIRE

## Accord des Nations Unies sur les stocks de poissons (UNFSA) - Statistiques Navire Pêche

### Informations requises : Statistiques Navire Pêche

1. Soumettre dans e-MARIS (le Système de gestion des données statistiques de la CTOI) les statistiques des navires de pêche ?

- OUI - En totalité pour tous les navires.

Formulaires données soumis ? Non le –

Commentaire concernant votre soumission de données et la mise en œuvre de cette exigence ?

### VOLONTAIRE

## Alinéas V de l'accord de la CTOI - Prix des poissons

### Informations requises : Prix des poissons

1. Soumettre dans e-MARIS (le Système de gestion des données statistiques de la CTOI) les prix des poissons ?

- OUI - En totalité pour toutes les pecheries.

Formulaires données soumis ? Non le –

Commentaire concernant votre soumission de données et la mise en œuvre de cette exigence ?

The data was obtained from a random survey of fishing vessels at the port (port inspection). The exchange rate used is from the Bank of Thailand as of June 30, 2023: 35.602 baht per 1 dollar.

**Des informations supplémentaires / remarques concernant la complétude de la Section 5 du Questionnaire d'Application ?**

Aucune